

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

p. 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2231 - 6 mai 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Les États-Unis exécutent  
Ben Laden**

**Tué pour  
s'être  
retourné  
contre ceux  
qui l'avaient  
dressé**

Immigration

**Derrière la  
chasse aux  
immigrés,  
la chasse  
aux voix**

p. 5

Un échange  
de courriers

**Nucléaire,  
gaz de  
schiste  
...et écologie**

p. 6

**11, 12 et 13 juin**

p. 16



**La Fête de Lutte Ouvrière,  
un bol d'air et de fraternité**

## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ Foot : quotas raciaux, carton rouge
- Clichy-sous-Bois : impunité pour la police
- Pasqua et Cie
- p. 5 ■ Immigration : Royal à l'unisson avec Guéant
- Chasse à l'immigré, chasse aux voix
- L'emprisonnement des sans-papiers illégal
- p. 7 ■ A propos du nucléaire, du gaz de schiste... et de l'écologie
- p. 10 ■ Maroc : manifestation du 1er mai
- Bilan de la baisse de la TVA dans la restauration
- Assises contre le harcèlement à l'école
- p. 11 ■ Chômage : les mensonges du gouvernement
- Statistique INSEE : la propriété, c'est le vol

### Dans le monde

- p. 8 ■ Etats-Unis :
- Attaque renouvelée contre les travailleurs du secteur public
- liberté pour Mumia Abu-Jamal
- Les tornades en Alabama
- p. 9 ■ Hongrie : démagogie d'extrême droite
- Burkina-Faso un régime aux abois face à la contestation

### Il y a 30 ans

- p. 6 ■ Le 10 mai 1981, élection de Mitterrand, espoir et déception

### Dans les entreprises

- p. 12 ■ Rhodia - Saint-Fons
- Ingersol Rand - Sin-le-Noble
- La Poste - Beauvais
- La Poste - Cancale
- p. 13 ■ Continental - Compiègne
- Continental - Midi-Pyrénées
- RTM - Marseille
- Air France - Orly-Nord
- p. 14 ■ SNCF - Cremonini
- RATP - bus
- Paris - agents de nettoyage
- p. 15 ■ France Télécom
- Dielh Augé Découpage - Besançon
- Lactalis s'attaque à Parmalat

### La fête de Lutte Ouvrière

- p. 16 ■ Programme

## • Jean-Paul II

# Vaticannerie et grand cirque papal

En ce siècle de « communication », il ne sera pas dit que les mariages princiers, londoniens et anglicans ont dépassé les pompes catholiques et romaines. Vendredi, la reine Marie son petit-fils au milieu de 1900 invités, de 7000 journalistes et d'un déploiement de forces de sécurité rarement vu. Le surlendemain, le pape Benoît XVI béatifie son prédécesseur Jean-Paul II en présence d'une foule, de cinq familles royales, de seize chefs d'État, parmi lesquels quelques dictateurs authentiques, de centaines d'évêques, d'archevêques et de cardinaux, sans parler de la piétaille des ministres ni des milliers de journalistes. Et là aussi, puisque le

Vatican n'a pas d'armée propre, hommes grenouilles, tireurs d'élite et hélicoptères italiens étaient mobilisés.

Deux mois après la mort de Jean-Paul II en avril 2005, son procès en béatification était ouvert. En moins d'un an on trouvait un miracle à lui attribuer : par son intercession, il aurait guéri de la maladie de Parkinson une religieuse française de la congrégation des Petites sœurs des maternités catholiques (ça ne s'invente pas). Vénérable en décembre 2009, bienheureux le 1<sup>er</sup> mai 2011, et en route pour la canonisation !

Parallèlement aux cérémonies religieuses, c'est le boom sur les produits dérivés, des

médailles et des bougies aux ouvre-bouteilles, assiettes et calendriers, sans oublier les porte-clés et les statuettes. Même les hôtels romains ont bénéficié de prix miracles, boostés par l'afflux des pèlerins. Et une autre industrie ne fait que monter en puissance, celle des reliques, qui va donner une valeur divine au moindre mouchoir, à la moindre serviette de toilette utilisés par le bienheureux.

Depuis Jésus, ses miracles, sa résurrection, ses apparitions, l'Église catholique a toujours su soigner sa « com ». Elle n'a pas perdu la main.

Vincent GELAS

## • Mediator

# À Servier de payer

Selon le journal *Les Échos*, les laboratoires Servier – producteurs entre autres du Mediator, médicament qui aurait fait en trente ans entre 500 et 2000 morts avant d'être retiré du marché français en novembre 2009 – sont dans une excellente santé financière. En 2010, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros, en augmentation de 6% par rapport à 2009, un bénéfice de 378 millions d'euros, soit presque le double de l'année précédente, et dispose d'une

trésorerie de deux milliards d'euros. Ce qui n'empêche pas ses dirigeants, depuis le début de l'affaire, de multiplier les manœuvres destinées à faire obstacle ou à limiter l'indemnisation des victimes.

Xavier Bertrand, ministre de la Santé, a annoncé le mois dernier la création d'un Fonds d'indemnisation des victimes du Mediator, géré par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (ONIAM). C'est cette institution, dépendant du ministère de la Santé, qui selon

le ministre serait chargée des indemnisations, quitte, dans un deuxième temps, à saisir la justice pour se faire rembourser les sommes avancées. Mais combien de temps faudra-t-il pour que ces sommes soient remboursées... si elles le sont jamais ?

Servier a largement de quoi indemniser les préjudices qu'il a causés : il n'y a aucune raison pour que ce soit l'État, autrement dit les contribuables, qui avancent, et à plus forte raison qui payent ce qu'il doit.

Jean-Jacques LAMY

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière ANGERS

Samedi 7 mai

à partir de 16 h  
Salle Aragon à Trélazé  
Bus Malaquais – ligne 2

## MARSEILLE

Dimanche 15 mai

à partir de 11 h 30  
Dans le Parc de loisirs de Valabre, à Gardanne

Au cours de ces deux fêtes,

## Nathalie ARTHAUD

prendra la parole  
- à 19 h à Angers  
- à 16 h à Marseille



## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante :  
**LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
**multimédia**  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
**audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**  
**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

## L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 2 mai



# Ben Laden Tué pour avoir mordu les salauds qui l'avaient dressé

Toutes les télévisions du monde ont retransmis les images d'Obama annonçant l'exécution de Ben Laden par un commando américain et les manifestations de joie dont cette annonce a été accompagnée à Washington. En entendant l'avalanche de congratulations qui a suivi, on se dit qu'il n'y a quand même pas de quoi exulter parce que les services secrets et l'armée de la plus grande puissance du monde ont fini par avoir au bout de dix ans la peau de l'homme qui avait conçu les attentats du 11 septembre 2001.

Ben Laden était une crapule et il n'y a certainement pas lieu de pleurer sa mort. Les attentats de 2001 ont été une infamie parce que, si le World Trade Center a pu passer pour le symbole de l'impérialisme américain, les près de trois mille employés qui sont morts dans les attentats n'étaient pour rien dans la politique impérialiste.

Il suffit d'écouter cependant les informations relatant la vie de Ben Laden pour réaliser qu'il a été fabriqué par l'impérialisme américain lui-même.

Ce fils d'une riche famille bourgeoise installée en Arabie saoudite s'était lancé dans l'activité terroriste sous le patronage des services secrets américains. À cette époque des années 1980, l'Afghanistan était occupé par l'armée soviétique. Pour contrer l'influence de Moscou sur ce pays, Washington avait fait feu de tout bois en soutenant et armant des guérillas fondamentalistes. Les origines d'Al Qaïda sont les mêmes que celles des talibans, ces étudiants en religion qui allaient un peu plus tard imposer leur dictature sur l'Afghanistan.

Les puissances impérialistes sont habituées à ce genre de jeu, même en dehors du contexte des rivalités passées avec l'ex-Union soviétique. Leur domination sur le monde soulève tellement d'indignation, de colère, de haine, que toutes leurs armées ne suffiraient pas à contenir les explosions que cela provoque. Elles complètent leur violence directe par la manipulation des forces réactionnaires locales ainsi qu'en dressant des peuples les uns contre les autres. Le pillage de la planète par quelques dizaines de grands groupes capitalistes se perpétue à ce prix.

Mais il arrive souvent que les chiens de garde deviennent enragés et mordent leurs propres maîtres.

C'est ce qui est arrivé à l'État d'Israël, qui avait naguère manipulé le Hamas pour réduire l'influence d'Arafat. C'est ce qui est arrivé aux États-Unis avec Ben Laden. La machine à tuer si perfectionnée qu'ils ont contribué à créer a montré sa terrible efficacité au cœur même de la puissance américaine.

Alors, les dirigeants de ce monde peuvent toujours se réjouir bruyamment et annoncer que le terrorisme est mort. Mais il n'est pas mort, car ce sont eux qui le font sans cesse renaître. Si Ben Laden a pu se cacher si longtemps, non pas dans une grotte au fin fond des montagnes d'Afghanistan, mais dans une villa à proximité d'Islamabad, la capitale du Pakistan, allié des États-Unis, c'est qu'il a bénéficié de complicités, à commencer par les services secrets du Pakistan, mais aussi dans la population.

Oui, Ben Laden était une crapule, qui avait le même mépris pour les hommes que les dirigeants du monde impérialiste. Les bombardements aveugles des uns nourrissent les attentats aveugles des autres. Pour recruter et fanatiser des hommes désespérés au point de se faire sauter avec leurs bombes, Ben Laden a pu trouver un vivier dans l'immense misère matérielle et morale fabriquée par la domination de l'impérialisme dans les pays pauvres musulmans.

Même en pleine euphorie, les responsables politiques de l'impérialisme craignent une vague d'attentats, ne serait-ce que par vengeance. Car, si Ben Laden est détesté, et pour cause, dans la population américaine, il en va autrement dans cette partie du monde où même ses pires actions passent pour des actes vengeurs contre ces puissances occidentales qui la pillent, l'exploitent et l'humilient.

Ceux des masses pauvres qui se sont sentis vengés de leur propre humiliation par les actes et les discours de ce riche fils de famille bourgeoise, réactionnaire, se trompent, bien sûr. Ceux qui pratiquent le terrorisme aveugle au nom d'idées réactionnaires ne peuvent engendrer que des régimes d'oppression féroce pour les exploités. Pour les pauvres, il n'y a pas plus de vengeur suprême que de sauveur suprême.

L'émancipation des travailleurs des carcans d'une société où règnent l'argent, l'exploitation, l'impérialisme, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Cela vaut pour les masses déshéritées de là-bas comme pour les exploités d'ici.

Arlette LAGUILLER

## • Bouclier fiscal

### Faire payer les pauvres pour donner aux riches

Le gouvernement a annoncé son intention de supprimer le bouclier fiscal. En attendant, il continue à s'appliquer, jusqu'en 2012 en principe.

Selon des chiffres communiqués par le ministère des Finances, en 2010 le bouclier fiscal a concerné un peu moins de 15 000 contribuables – 14 443 exactement – qui ont reçu au total 591 millions d'euros de remboursements d'impôt, soit en moyenne

40 908 euros. Mais le chiffre est trompeur, car si 3 498 contribuables se sont partagé environ deux millions d'euros et ont touché en moyenne 596 euros, 925 bénéficiaires se sont partagé 355 millions d'euros et se sont fait rembourser par le fisc en moyenne un peu plus de 381 000 euros chacun (et par exemple 32 millions d'euros pour la seule Liliane Bettencourt). La même année, en 2010, les travailleurs victimes

d'un accident du travail ont dû payer pour la première fois, suite à une loi votée en 2009, un impôt sur leurs indemnités journalières. C'est ce qui s'appelle prendre dans la poche des pauvres pour donner aux riches ! Au total, depuis son instauration en 2007, le bouclier fiscal a rapporté à ces derniers et donc coûté aux autres contribuables près de 2,7 milliards d'euros.

Jean-Jacques LAMY

## Cercle Léon Trotsky

Le prochain

Cercle Léon Trotsky aura pour sujet :

**Avec Mitterrand, et après...  
la gauche  
au gouvernement**

**Vendredi 13 mai à 20 h 30**

Espace Paris-Est Montreuil 128, rue de Paris  
Montreuil (Seine-Saint-Denis) Métro : Robespierre (ligne 9)

Participation aux frais : 3 euros

### • Vers une politique de quotas raciaux dans le foot ?

# Carton rouge pour les dirigeants

**Le site Médiapart a rapporté un débat que des dirigeants du football national tenaient à garder secret. Ces messieurs se sont demandé comment réduire le nombre de jeunes « blacks » dans les centres de formation et, partant, dans l'élite du foot, puis au sein de l'équipe de France.**

Les dirigeants en question ont commencé par nier, puis ont tenté de se justifier en disant qu'ils parlaient en fait de caractéristiques morphologiques, et pas de critères raciaux. Ces gens-là parlent en effet des joueurs un peu comme les éleveurs de chevaux de course parlent de leurs champions. Ils les achètent jeunes, les entraînent, les soignent en leur donnant la meilleure avoine et les meilleurs médecins, vivent de leur sueur et, finalement, assurent à une petite minorité une retraite dorée. Dans

un cas comme dans l'autre, les gagnants sont les propriétaires des écuries et des clubs, ainsi que les télévisions et les sociétés de publicité. Il n'est pas étonnant que des gens qui regardent les choses avec des yeux de maquignon soient atteints de tous les préjugés.

Mais les footballeurs ne sont pas des chevaux. Il ne suffit pas qu'ils gagnent, il faut aussi qu'ils plaisent. Et les dirigeants du foot, comme à Rome dans l'Antiquité les propriétaires des gladiateurs, se demandent comment plaire. Et donc lequel choisir, grand Noir puissant ou petit Blanc malin ?

En 1998, lorsque l'équipe de France avait remporté la Coupe du monde, la presse et les hommes politiques avaient exalté la « France Black, Blanc, Beur », ce football qui unissait malgré les différences, etc.

À l'époque, Le Pen avait



dit qu'il ne se sentait pas représenté par cette équipe, en particulier parce que certains joueurs ne chantaient pas *La Marseillaise* à l'ouverture de la cérémonie. Quelque temps après, feu Georges Frêche, alors notable du PS, avait été encore plus cru. Pour lui, « *il y avait trop de Blacks en équipe de France* ». Et ces propos faisaient écho à certaines attitudes qu'on trouvait et

qu'on trouve encore dans une partie du public présent dans les stades, en Italie, en Espagne, en France et ailleurs.

Aujourd'hui, le courant qui souligne les « différences » est de plus en plus fort. Le nationalisme sous toutes ses formes, le rejet des immigrés, la référence aux « racines nationales » sont de plus en plus dans l'air du temps. La police pratique

officiellement la chasse au faciès, les étrangers pauvres sont montrés du doigt. Cela vient des plus hauts sommets de l'État, ruisselle dans toute la presse et finit par stagner en flaques maldorantes. Y compris dans les bureaux de la Fédération française de football, qui invente ainsi sa propre version du protectionnisme.

Paul GALOIS

### • Pasqua et Cie

## La justice, bonne mère !

**Vendredi 29 avril, la cour d'appel de Paris a relaxé l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua de l'accusation de trafic d'influence, pour laquelle il avait été condamné à trois ans de prison, dont un ferme, par un tribunal correctionnel.**

Elle a réduit les peines de deux de ses coaccusés dans l'affaire de l'Angolagate, Falcone et Gaydamak. Falcone a été libéré le jour même. Après sa relaxe par la Cour de justice de la République dans deux autres dossiers, Pasqua semble définitivement tiré d'affaire, après des décennies de basses manœuvres, de coups tordus et d'affaires politico-financières.

Dans ce dernier procès, on lui reprochait d'être intervenu pour que la médaille du mérite soit attribuée au trafiquant d'armes Gaydamak. La raison avancée pour justifier cette décoration était que ce trafiquant aurait contribué à la libération de pilotes français incarcérés en Bosnie. Sauf que ce personnage avait au même moment donné

un million et demi de francs au mouvement politique de Pasqua et on soupçonnait que ce cadeau était la raison réelle de l'intervention du ministre.

La cour a estimé que la médaille était parfaitement méritée et que Gaydamak était réellement intervenu dans la libération des pilotes. Quant au cadeau concomitant d'un million et demi de francs, à ses yeux rien ne prouve qu'il provienne d'un « pacte de corruption préalable ». D'ailleurs Pasqua avait une « absence totale de connaissance des modes de financement » de son mouvement politique. En somme, l'argent lui serait tombé dans la poche à l'insu de son plein gré.

Pour Gaydamak et Falcone, préalablement condamnés pour commerce illicite d'armes avec l'Angola, la cour a considéré qu'ils avaient un « mandat d'État » implicite de l'Angola et étaient en conséquence couverts par l'immunité dont bénéficie un État pour assurer sa défense. Il ne restait plus contre les deux compères qu'une série d'abus de biens sociaux, entre lesquels le tribunal a fait un choix qui a

permis de ramener leurs peines à trente ou trente-six mois de prison ferme, et 375 000 euros d'amende chacun.

Bref, si on résume, tous ces procès, dont la justice et les médias nous ont entretenus pendant une quinzaine d'années, n'auraient été que malveillance et calomnies, assaisonnées de quelques irrégularités comptables. Pas de quoi fouetter un chat, ni même d'importuner un homme politique comme Charles Pasqua, qui a été successivement un haut cadre du marchand de pastis Ricard, membre du Conseil économique et social, responsable du Service action civique (SAC), un service d'ordre officieux du parti gaulliste dont les membres ont eu quelquefois du mal à distinguer les limites de la loi, député, président du Conseil général des Hauts-de-Seine, secrétaire national de l'UDR, sénateur et enfin par deux fois ministre de l'Intérieur de Chirac. Voilà la carte de visite bien fournie d'un bon serviteur de l'État.

Vincent GELAS

### • Non-lieu en faveur des policiers de Clichy-sous-Bois

## Impunité entière pour la police

La cour d'appel de Paris a prononcé un non-lieu en faveur des policiers impliqués dans le drame qui a conduit à la mort de deux adolescents en novembre 2005 à Clichy-sous-Bois.

Les deux jeunes, de 15 et 17 ans, n'avaient commis aucun délit. Ils rentraient tranquillement chez eux le soir lorsqu'ils ont été poursuivis par la police. Compte tenu du comportement habituel de certains policiers, ils ont pris peur et préféré s'enfuir, pour se réfugier dans un transformateur électrique EDF mal grillagé et qui s'est révélé mortel. Un troisième jeune qui les accompagnait a été blessé mais a survécu. Et, apparemment, aucun policier n'a cherché à les aider, avant l'accident.

Alors voilà, selon la justice, deux adolescents sont morts, un troisième a été blessé et personne n'est responsable de rien. Non

seulement aucun policier n'est condamné – même pas comme il en a été question, pour non-assistance à personne en danger – mais ils ne seront même pas jugés.

On peut supposer que, dans cette affaire, la Justice a obéi aux consignes de l'État qui veut transmettre clairement ce message : « Tolérance zéro pour les jeunes et tolérance totale pour la police ».

Les morts de Clichy-sous-Bois avaient provoqué d'importantes émeutes dans de nombreuses cités du pays. La façon dont celles-ci s'étaient déroulées était certes contestable, les jeunes brûlant les voitures qui se trouvaient là, appartenant à des gens qui n'y étaient pour rien. Mais leur sentiment de colère devant l'injustice était, lui, amplement justifié. Et le jugement d'aujourd'hui le souligne une fois encore.

André VICTOR

## • Immigration

### Royal à l'unisson avec Guéant

**Ségolène Royal multiplie gestes et déclarations pour qu'on n'oublie pas qu'elle reste en course dans les primaires qu'organise le PS pour la désignation de celui ou de celle qui le représentera dans la prochaine course à l'Élysée.**

**Elle a constaté, a-t-elle déclaré, que son parti «se trouvait mal à l'aise devant certains sujets» comme les problèmes de l'immigration. Une situation qu'elle se promet de clarifier.**

Elle se prononce donc en toute clarté contre l'accueil des migrants tunisiens, parce que, dit-elle, «leur entrée sur le territoire français n'est pas légale». La solution à cette situation, ajoute-t-elle, c'est de «les raccompagner dans la

réinsertion dans leur pays», de façon humaine mais ferme, précise-t-elle.

Ces derniers temps, de tels propos sortaient plus volontiers de la bouche d'un Claude Guéant ou d'un Brice Hortefeux, voire d'un Nicolas Sarkozy.

Des commentateurs ont cru voir dans cette prise de position un geste calculé pour se distinguer au sein de la meute des postulants socialistes à la prochaine présidentielle. Erreur!

En effet les propos de Royal ne se distinguent guère de ceux tenus par d'autres candidats à la candidature, ou par d'autres personnalités du Parti Socialiste. Ainsi Manuel Valls se déclare tout à fait en accord avec l'attitude du gouvernement à l'égard de ces migrants venus

essentiellement de Tunisie. Ainsi encore Sandrine Mazetier, la secrétaire du PS à l'immigration, s'est-elle prononcée pour «un accueil temporaire» de ces migrants. Et jusqu'à présent personne au sein du PS n'a jugé bon de protester contre les positions prises par l'ex-candidate socialiste à la présidentielle de 2007. D'ailleurs, elles ne tranchent pas avec des positions déjà développées par le PS. Par Ségolène Royal, en particulier, qui avait choisi de faire campagne, cette année-là, en exaltant «l'ordre juste», la discipline et les valeurs nationales.

Mais surtout elles ne tranchent pas avec les pratiques développées par les gouvernements socialistes, que ce soit celles d'un Chevènement, ministre de

l'Intérieur dans le gouvernement Jospin, ou celles d'Édith Cresson. Première femme socialiste à être désignée au poste de Premier ministre, elle reprit à la droite la pratique des «charters» pour l'expulsion des sans-papiers. Elle se rendit même célèbre pour avoir déclaré: «Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là (lors des expulsions qu'elle décidait) ce sera totalement gratuit, et ce ne sera pas pour des vacances. Ce sera pour reconduire des gens dans leur pays, lorsque la justice française aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous» (juillet 2009). Comme la droite, le cynisme en plus.

Rien de nouveau donc, sous le soleil socialiste.

Jean-Pierre VIAL

## • Directive européenne L'emprisonnement des sans-papiers illégal

La Cour de justice européenne vient de déclarer illégale la détention de sans-papiers sous le prétexte qu'ils seraient en situation irrégulière sur un territoire. Cette mesure, applicable immédiatement, concerne l'Italie mais surtout la France.

Actuellement, la législation française prévoit que tout étranger en situation irrégulière encourt jusqu'à un an de prison et 3 750 euros d'amende. Et lorsqu'un arrêté de reconduite à la frontière est pris par le préfet, le sans-papiers a sept jours pour quitter le territoire. S'il ne respecte pas cet ordre, il peut alors être puni de trois ans de prison ferme.

La Cour de justice européenne vient donc de décider qu'aucun étranger ne peut être emprisonné pour le seul fait «qu'il demeure, en violation d'un ordre de quitter le territoire, sur ledit territoire sans motif justifié». En revanche, elle accepte le fait qu'un sans-papiers soit conduit dans un centre de rétention, à condition toutefois que la durée de cette rétention soit «aussi brève que possible». La nuance est subtile!

Cette directive européenne étant applicable immédiatement, avant même tout changement des textes de loi, les sans-papiers détenus dans les prisons devraient donc être soit libérés, soit transférés dans des centres de rétention, qui sont déjà tellement pleins que les conditions de vie y sont indignes. Mais le gouvernement français ne semble pas pressé de s'exécuter, puisque les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont déjà fait savoir que cette directive demande «une étude approfondie». Les lois et les règlements qui de mois en mois se sont accumulés pour rendre plus dure la situation des sans-papiers n'ont, elles, pas mérité une même étude approfondie.

M. L.

## Chasse à l'immigré, chasse aux voix

**Non content de multiplier les propos xénophobes à l'égard des immigrés tunisiens et d'essayer de rendre étanche la frontière entre l'Italie et la France, le gouvernement se livre aujourd'hui à une véritable chasse à l'immigré dans Paris, pour arrêter ceux qui ont réussi malgré tout à passer entre les mailles du filet.**

Ainsi, mercredi 27 avril, la police a interpellé une centaine de Tunisiens près d'un square porte de la Villette, l'un des lieux de regroupement les plus importants de ces immigrés sans hébergement. Les policiers participant à l'opération ont profité de la distribution des repas organisée par les associations pour se livrer à cette rafle. Les associations de défense des immigrés ainsi que la mairie de Paris, qui avait déjà demandé une aide de l'État pour héberger ces ressortissants, ont protesté contre de telles méthodes. Pour l'instant en vain!

Les interpellations se déroulaient alors que le gouvernement français recevait les autorités tunisiennes pour réactiver un accord



Des Tunisiens à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris.

bilatéral censé faciliter la venue de travailleurs tunisiens. Il s'avère en effet que les quotas de travailleurs tunisiens sont inférieurs à ce qui était attendu, alors le patronat français a besoin de la venue d'une main-d'œuvre

spécialisée pour 77 métiers qui manquent cruellement de bras et de compétences. Pour répondre à ce besoin de main-d'œuvre, les autorités tunisiennes demandent donc une simplification de la procédure administrative pour

obtenir un droit de séjour en France. Elles négociaient cette facilité pendant que les policiers arrêtaient leurs ressortissants qui ne demandent qu'à travailler.

Mais le gouvernement français n'en est pas à une contradiction près. Ce qu'il veut avant tout, à travers ces arrestations massives, c'est rafler les voix de l'électorat qui penche vers Marine Le Pen.

Aline URBAIN

Depuis le 2 mai, une centaine de Tunisiens du Collectif des Tunisiens de Lampedusa occupent un immeuble du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour demander un hébergement pour 80 d'entre eux: «Nous vivons dehors, nous passons de vingt-quatre à trente-six heures sans fermer l'œil, nous avons peur, nous avons froid, nous avons faim», a expliqué l'un d'eux.

## Il y a trente ans

• Il y a trente ans, le 10 mai 1981 Mitterrand était élu

# Espoir et déception

**On célèbre officiellement les trente ans de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République. Les dirigeants socialistes et leur entourage fêtent avec gourmandise cet anniversaire, qui marquait le retour de la gauche au gouvernement après vingt-trois ans de domination de la droite. Mais aujourd'hui, alors que depuis bientôt dix ans la droite au gouvernement conduit une politique au service du patronat et des plus riches de façon arrogante, voire provocatrice, alors que les coups pleuvent sur les classes laborieuses, il faut avoir en mémoire ce passé repeint en rose, ne serait-ce que pour être averti de ce qui risque d'arriver si le Parti Socialiste revenait à l'Élysée.**

Mitterrand s'est retrouvé élu le soir du 10 mai 1981, au terme d'un processus initié dix ans plus tôt, après qu'il eut pris la direction d'un Parti Socialiste en pleine déconfiture. En 1974, Mitterrand avait été choisi comme candidat unique de la gauche par le PS et le PCF. Le PCF répétait alors sur tous les tons à ses militants, aux travailleurs et aux électeurs que la seule condition du changement était de faire élire une majorité de gauche, qui ne fut pas élue cette fois-là mais sept ans après, en 1981.

Beaucoup pensaient qu'avec des « amis » de gauche au gouvernement les choses allaient changer. Peut-être pas la vie, comme le laissaient entendre certains dirigeants du PS ou du PC, mais du moins allait-on voir venir de notables améliorations. Et ce sentiment était encore renforcé par la présence de quatre ministres communistes dans le gouvernement Mauroy.

L'espoir allait vite se muer en déception.

### Le bilan des principales mesures

Quand on veut évoquer le bilan positif de la gauche au pouvoir, on pense à l'abolition de la peine de mort. Ce fut incontestablement un progrès de société, mais un progrès qui ne coûta strictement rien à la bourgeoisie. En revanche, le changement promis et attendu par le monde du travail fut moins glorieux.

Il y a eu bien sûr la retraite à 60 ans adoptée en 1981. À l'époque elle existait déjà dans bien des entreprises, le patronat ne voulant pas garder des travailleurs usés et payés trop cher. Alors, si sa généralisation a représenté un progrès incontestable, elle ne fut en rien une révolution.

Des ordonnances de janvier 1982 promulguées par le gouvernement Mauroy accordèrent la cinquième semaine de congés payés et les 39 heures. Mais s'agissait-il d'un cadeau aux travailleurs ou d'une énième façon d'aider les patrons derrière un habillage avenant ? Pour la



Mitterrand à la tribune d'un meeting électoral en 1976, quand il était question de "changer la vie".

première fois depuis 1936, ces ordonnances remettaient en cause le principe du temps de travail calculé sur la base des heures travaillées par semaine. Elles instituaient une flexibilité qui allait, plus tard, se développer. Mitterrand et Mauroy avaient conditionné l'octroi de la cinquième semaine à des accords où les patrons avaient le droit de reprendre tous les avantages en congés et en temps de pause qu'ils avaient accordés jusqu'ici. Enfin, le passage de 40 heures à 39 heures était prévu sans indemnisation obligatoire.

Face aux appétits patronaux qui s'étaient immédiatement manifestés, il y eut des grèves dans certains secteurs. Cette réaction, pour limitée qu'elle fut, amena Mitterrand à annoncer qu'après réflexion la réduction du temps de travail serait indemnisée pour tous à 100%.

Mais avant même ces ordonnances, le gouvernement Mauroy avait mis en place le forfait hospitalier promis à un grand avenir, tout comme la CSG qu'instituera Rocard après 1988.

### L'aggravation brutale des conditions d'existence du monde du travail

Pour le reste, les travailleurs allaient devoir compter les dégâts. Les nationalisations ? Elles furent une formidable aubaine pour la bourgeoisie, qui se fit payer au prix fort les actions qu'elle possédait dans des entreprises parfois mises à mal par la crise. Non seulement l'État lui offrait ces milliards qu'elle allait pouvoir placer ailleurs, en particulier dans des fonds de placement financiers, mais en plus il prenait à sa charge les restructurations, leur coût comme les conséquences sociales et les centaines de milliers de licenciements qui allaient les accompagner.

Dans la sidérurgie, le sale travail avait été entamé en 1972, puis s'était accéléré sous Giscard. Mitterrand et Mauroy se contentèrent d'honorer les dettes, en versant un supplément de plus de dix milliards aux barons de l'acier et en reprenant en 1984 la vague de fermetures et de licenciements interrompue un temps après les révoltes ouvrières de 1978-1979.

Dans d'autres secteurs les travailleurs, à qui les militants syndicaux et politiques avaient promis la solution à leurs problèmes grâce aux nationalisations, n'allaient avoir

que quelques mois de répit... avant d'être assommés par l'annonce de licenciements massifs et de fermetures d'usines. Ce fut le cas par exemple pour deux grandes entreprises, Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Saint-Gobain.

d'achat commença à dégringoler. Les seuls qui voyaient leur situation embellir étaient les actionnaires, dont le ministre socialiste de l'Économie Bérégovoy se fit le champion. Un banquier de l'époque, interviewé à la télévision ces derniers jours, déclarait, goguenard : « Pour nous ce furent des temps heureux. »

### La démolition politique et sociale en héritage

Tous ces coups furent durement ressentis par les travailleurs et les milieux populaires. Les désillusions politiques étaient profondes et entraînaient une hémorragie brutale dans les rangs des organisations syndicales. Les chiffres des adhérents de la CGT, donnés par la confédération, illustrent cet effondrement : de deux millions d'adhérents avant 1981, elle est passée à un peu plus de 600 000 dix ans plus tard. Cette saignée n'a jamais été comblée depuis, ni dans les entreprises, ni dans les quartiers populaires. L'espoir du changement, la condamnation de la société capitaliste en tant que système, la confiance dans les forces du monde du travail, tout cela a en partie disparu. C'est là le legs que nous ont laissé ces hommes qui se disaient les « amis des travailleurs », en menant au pouvoir la politique voulue par les maîtres de la société, les grands capitalistes et financiers.

Le mouvement ouvrier retrouvera ses forces, mais à condition que les travailleurs gardent les yeux ouverts et n'oublient pas ; à condition qu'ils n'abandonnent pas leur sort à de faux amis, qui se disent de gauche pour mieux les tromper, mais qui ne sont en réalité que les pantins mis sur le devant de la scène pour cacher ceux qui tirent les ficelles.

Paul SOREL

### • On nous communique « Vive la Commune »

Une pièce d'humour sur la Commune de Paris de 1871 écrite par Marianne Sergent et interprétée par Marianne Sergent et Daniel Gros du jeudi 5 au samedi 7 mai à 20h30 et le dimanche 8 mai à 15h30 au Théâtre de Ménilmontant.

15, rue du Retrait – 75020  
Paris – Métro Gambetta

Location : 0146369860 – www.menilmontant.info

Pour une place achetée avec le journal  
Lutte Ouvrière, une place gratuite.

# À propos du nucléaire, du gaz de schiste... et de l'écologie

## Un échange de courriers

Nous avons reçu d'un militant écologiste une lettre – manifestement une lettre-circulaire –, à l'adresse de Lutte Ouvrière, dans laquelle l'auteur nous interpelle sur nos positions concernant aussi bien l'énergie nucléaire que les problèmes d'exploration du gaz de schiste. Nous lui avons répondu.

Étant donné les débats à ce sujet en ce moment, surtout depuis le tremblement de terre au Japon et l'accident nucléaire qu'il a entraîné à Fukushima, nous avons jugé utile de publier cet échange de courriers pour préciser nos positions.

Nous rappelons, par ailleurs, qu'il y a un article sur la question dans notre mensuel *Lutte de Classe* d'avril 2011.

Madame, monsieur,  
Votre parti prépare actuellement son programme pour 2012. Attentif à vos propositions, j'attends de vous la prise en compte de la menace réelle et des coûts croissants du programme nucléaire français et de l'exploration récente du gaz de schiste.

Les centrales nucléaires vieillissent, devenant encore plus dangereuses. Le coût de leur démantèlement pèsera lourdement dans les années à venir. Il n'y a pas de solution pour les déchets radioactifs. Le maintien de l'option nucléaire entrave la lutte contre le changement climatique. Enfin, la prolifération de l'arme atomique à travers le monde

entier constitue un danger permanent.

L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste va ruiner écologiquement notre pays. D'énormes superficies de notre territoire ont été cédées sans aucune concertation nationale et locale à différentes sociétés (la plupart étrangères) pour y forer et fracturer le sol afin d'y extraire le gaz naturel. Cette pratique va engendrer de graves pollutions et concernera une grande partie de la population française. Des exemples aux USA et au Canada nous indiquent que cette industrie est excessivement nocive pour la nature et la population environnante.

Si la France persiste dans

l'impasse nucléaire et l'exploitation du gaz de schiste, elle ratera les grands enjeux énergétiques de demain.

J'attends donc de vous une prise de position ferme et effective pour la sortie du nucléaire civil et militaire, l'abrogation des permis d'exploration du gaz de schiste et l'adoption d'une politique ambitieuse pour la sobriété énergétique, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Vous pourrez compter sur ma vigilance pour vous rappeler ces enjeux tout au long des mois qui viennent.

F. B.

Le 28 février 2011

## • Notre réponse

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier du 28 février 2011 nous donnant des recommandations concernant le programme que nous devrions défendre sur le « nucléaire civil et militaire », « l'exploration du gaz de schiste » et les « économies d'énergie ». Nous avons apprécié comme elle le mérite votre vigilance en la matière.

Vous avez fait le choix de militer sur le terrain de l'écologie, et c'est fort estimable. Tous ceux qui dénoncent les mille et un méfaits de l'organisation capitaliste de l'économie font œuvre utile.

Pour vous rassurer, nous sommes parfaitement conscients de la menace que représentent les centrales nucléaires gérées dans le cadre de l'économie capitaliste, aussi bien celles propriété des groupes privés que celles appartenant à l'État. Mais – et c'est là où, à en juger par votre lettre, nous n'avons pas la même vision du monde – nous sommes surtout conscients de la menace que représentent tous les secteurs industriels et l'ensemble de l'économie sous gestion capitaliste.

Nous ne nous prononçons pas entre les différentes formes d'énergie que l'humanité peut utiliser dans l'avenir. Mal maîtrisées, elles peuvent toutes représenter une menace à des degrés divers pour la société. Il est vital pour la société d'en maîtriser non seulement la technologie mais aussi les conditions de mise en œuvre.

Bien sûr, les dangers que ces diverses formes d'énergie représentent peuvent être

différents par leur nature. Vous admettez cependant implicitement qu'elles présentent toutes des dangers ou des inconvénients puisque vous militez tout à la fois contre le nucléaire et l'exploration du gaz de schiste. Mais vous vous en prenez aux types d'énergies, et pas du tout aux conditions sociales de leur mise en œuvre. Or, maîtriser quelque énergie que ce soit, implique que les décisions soient prises en fonction du seul intérêt collectif, réfléchi, raisonné et que le choix soit démocratiquement décidé. Or, dans l'économie actuelle, ce qui détermine les décisions, c'est la recherche du profit, ce qui est absolument contradictoire avec la maîtrise consciente.

Alors, si vous nous le permettez, nous, nous militons sur le terrain du communisme révolutionnaire, c'est-à-dire pour le renversement de l'organisation capitaliste de la société dans son ensemble. Et s'il y a de plus en plus de monde, surtout par les temps qui courent, pour militer sur le terrain de l'écologie – l'écologie devient même un argument commercial –, il y en a nettement moins pour militer pour le renversement du capitalisme.

Nous n'avons pas attendu le développement du courant écologiste pour dénoncer, parmi bien d'autres dégâts dus à une organisation économique mue exclusivement par la recherche du profit, les dégâts, parfois irréversibles, qu'elle a imposés à la nature. Un communiste révolutionnaire comme Engels en avait parlé, il y a bien longtemps, à une époque où le terme « écologie » n'était pas encore inventé et, surtout, bien

avant qu'une catégorie spéciale d'hommes politiques fassent de l'écologie un capital politique pour se faire élire.

Outre le nucléaire, vous vous en prenez à « l'exploration du gaz de schiste ». Fort bien. Mais il faudrait ajouter tout le reste : l'extraction du charbon, du pétrole, de toutes les matières premières énergétiques. Pour les remplacer – encore que vous ne pouvez pas toutes les remplacer, sauf à un retour impossible à avant la révolution industrielle! – vous proposez « une politique ambitieuse pour la sobriété énergétique, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ».

Au moins, sur le dernier élément de la phrase, nous ne sommes pas en désaccord. Mais pour ce qui est de la « sobriété énergétique », dans cette société partagée entre riches et pauvres, cela signifie sobriété imposée aux pauvres par des augmentations de prix. Les familles pauvres ne pourront pas se payer le fioul pour se chauffer ni l'essence pour se déplacer, en dehors des transports collectifs de moins en moins suffisants, pendant que les riches pourront voyager en 4x4 ou en Rolls, sans parler de ce que consomment leurs yachts ou leurs jets privés.

Dans cette société de classes, il n'y a pas de proposition neutre. Et ce qui est formulé comme tel frappe toujours la majorité pauvre de la population, et pas la minorité riche.

Alors oui, nous vous rejoignons bien volontiers sur le constat, sur « le coût du démantèlement » (des centrales nucléaires) qui « pèsera

lourdement dans les années à venir » ou encore sur l'absence de « solution pour les déchets radioactifs ».

Nous vous rejoignons également sur le constat que « la prolifération de l'arme atomique à travers le monde entier constitue un danger permanent ». Mais en ajoutant : comme en constitue la prolifération des armes classiques. Le bombardement de Dresde, en 1945, avec des bombes tout à fait classiques, a fait autant de victimes que la bombe d'Hiroshima. Et, bien que la bombe nucléaire n'ait pas été utilisée depuis Hiroshima, depuis cette date d'août 1945 plusieurs millions d'enfants, de femmes et de hommes sont morts dans diverses guerres locales ou régionales.

Il faut croire que le problème n'est pas dans les réactions nucléaires mais dans l'irresponsabilité de ceux qui dirigent une économie, une société irresponsable. L'économie basée sur la recherche du profit maximum a trouvé le moyen de tuer même... avec les vaches rendues « folles » parce que nourries en dépit du bon sens pour gagner quelques sous de plus. Elle sait transformer des médicaments en poisons. Et la très innocente industrie chimique a fait plus de morts à Bhopal ou à Seveso que les centrales nucléaires.

Loin de nous l'idée de

**Les dangers du nucléaire sont aggravés par la soif de profit des capitalistes.**

**Dans ce domaine comme dans d'autres, ils sacrifient la sécurité de leurs salariés, de la population environnante, voire de toute la planète.**

**Sortir du nucléaire ? Sortir avant tout du capitalisme.**



minimiser le danger que représente pour l'humanité une industrie nucléaire non maîtrisée. Mais le problème de notre époque est de faire en sorte que la société maîtrise toute sa vie collective et que les choix entre les différentes options en matière d'énergie puissent être des choix conscients, réfléchis, de la collectivité, et pas le choix de groupes industriels et financiers en fonction de leurs seuls espoirs de profits.

Alors, nous vous remercions de votre lettre, de vos « recommandations », de votre « vigilance », mais cela nous convainc encore plus de militer sur le terrain sur lequel nous avons choisi de militer, celui de la nécessité d'une transformation sociale sans laquelle l'humanité retournera à la barbarie, avec ou sans le nucléaire. Cela dit, bon courage pour vos propres activités!

Lutte Ouvrière,  
le 3 mai 2011

• États-Unis

# Attaques redoublées contre les travailleurs du secteur public

La politique de l'État fédéral, de dilapider des milliards au profit des banques, des grandes entreprises et des riches particuliers et de faire payer la note à la population laborieuse, a son pendant dans la politique des pouvoirs publics à l'échelon des États, des districts et des villes. Si bien que les budgets des collectivités locales sont eux aussi en déficit et que les exécutifs locaux, qu'ils soient démocrates ou républicains, imposent des sacrifices à leurs salariés. Mais la situation ne fait que s'aggraver.

Quelques gouverneurs républicains, très antisyndicaux, en fonctions depuis janvier suite aux élections de novembre dernier, confortés par leur victoire, sont à l'avant-garde des attaques contre les salariés et les syndicats. Après le gouverneur du Wisconsin, c'est aujourd'hui celui du Michigan, Rick Snyder, qui est en première ligne. Il a fait voter et il a signé le 16 mars une loi qui lui permet de mettre en tutelle financière les pouvoirs locaux, en nommant des administrateurs dotés des pleins pouvoirs.

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru dans Spark n°892 du 2 mai, le bimensuel de l'organisation trotskyste américaine du même nom.

(...) En effet cette loi donne au gouverneur de l'État la possibilité de réduire les subsides aux villes, aux districts, aux systèmes scolaires locaux, puis de déclarer qu'ils sont « menacés de faillite ». Le gouverneur peut alors nommer un « directeur financier de crise ».

Cette personne a le pouvoir de prendre toutes les décisions qui concernent la ville, le district

ou les écoles concernés. Il peut mettre sur la touche tous les élus ou passer par-dessus leur tête, faire des décrets qui ont force de loi. Il peut annuler les contrats des travailleurs du secteur public avec les syndicats, réduire leur salaire et leurs avantages sociaux, supprimer des emplois et aggraver leurs conditions de travail. Il peut aussi signer des contrats juteux. La seule chose

sur laquelle il n'a aucune prise, c'est le remboursement des dettes contractées par les pouvoirs locaux et le paiement des intérêts : le gouverneur l'a clairement affirmé pour rassurer les possesseurs de capitaux.

Le directeur financier de crise est un véritable dictateur chargé d'imposer les volontés du capital sans avoir à s'encombrer de longues procédures légales. Et il ne peut pas être désavoué lors de futures élections.

Le jour suivant la mise en vigueur de la loi, le directeur financier de crise de Benton Harbor, une petite ville du Michigan, a vendu une plage publique à un promoteur – alors que la transaction avait été bloquée pendant trois ans par le Conseil municipal. Il a ensuite donné la gestion de l'eau à une autre compagnie privée. D'autre part, il procède au regroupement de la police avec les pompiers, de façon à ce que les pompiers puissent répondre à des appels concernant des cambriolages et que les policiers puissent participer à l'extinction des incendies, tout

en réduisant les effectifs.

Le directeur financier de crise désigné pour les écoles de Detroit a ordonné la transformation de 45 écoles publiques en « Charter schools », c'est-à-dire en écoles financées par l'argent public mais gérées par le privé. Il n'a donné aux écoles publiques que quelques semaines pour trouver une compagnie privée qui les reprenne et celles qui n'en trouveront pas seront tout simplement fermées. Il a fait savoir clairement que les accords avec les syndicats ne seraient pas respectés, les salaires et l'ancienneté non plus. Et il a envoyé un avis de licenciement à tous les enseignants du système scolaire de la ville. Il a précisé que ce ne sont ni les protections contre les licenciements arbitraires ni les règles d'ancienneté qui serviront de critères pour choisir ceux qui seront réembauchés. Et ils le seront avec une paye amputée.

Le même semaine, le maire de Detroit a fait le chantage suivant : si les syndicats n'acceptent pas les sacrifices qu'il exige en ce qui concerne les salaires, la

couverture médicale et les retraites des employés de la ville, il demandera au gouverneur de nommer un directeur financier de crise. Le gouverneur a alors fait savoir qu'il nommerait à ce poste... le maire lui-même !

Le gouverneur du Wisconsin, Walker, lui qui s'en est pris de façon spectaculaire aux employés du secteur public et à leurs syndicats en février et mars derniers, a trouvé géniale l'idée du nouveau gouverneur du Michigan et il prépare sa propre version du directeur financier de crise. Au Wisconsin, il aura le titre de « Shérif financier de crise » !

**Le procédé va faire école car il s'inscrit dans une vague d'attaques sans précédent contre les employés du secteur public et, au-delà, contre l'ensemble de la classe ouvrière. Mais celle-ci, dont les forces sont intactes, a commencé à réagir et il faut souhaiter que ces attaques vraiment provocantes déclenchent la colère des travailleurs et la volonté de mettre un coup d'arrêt à tous ces reculs.**

# Liberté pour Mumia Abu-Jamal !

Malgré les pressions de la Cour suprême des États-Unis qui l'invitait à revenir sur sa décision, la cour d'appel fédérale de Philadelphie a confirmé, pour la seconde fois en trois ans, la suspension provisoire de la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal.

C'est un petit camouflet pour la Cour suprême. Mais, même si la cour d'appel a relevé le fait que, lors du procès de 1982, les feuilles d'instruction du verdict données au jury invitaient les jurés à ne pas tenir compte des circonstances atténuantes dans leur verdict, la nouvelle décision n'ouvre pas

la voie à une révision complète du procès, une possibilité que la Cour suprême a écartée l'an dernier. Si le procureur ne fait pas appel, les autorités judiciaires de Philadelphie sont invitées à désigner, dans les six prochains mois, un nouveau jury qui ne pourra que confirmer la peine de mort

ou la remplacer par la prison à perpétuité.

Condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier, Mumia Abu-Jamal, un militant de la cause des Noirs américains, a passé à ce jour plus de la moitié de sa vie en prison pour un crime qu'il n'a pas commis, comme l'ont montré de multiples preuves (le vrai assassin s'est même dénoncé !), sans que la justice américaine s'en soit émue. Mais on sait que toutes les institutions

judiciaires de ce monde n'aiment pas remettre en cause un jugement qu'elles ont prononcé. À plus forte raison quand l'État considère qu'il a en face de lui un adversaire politique déclaré.

Rappelons que, face à la révolte des Noirs américains et à leur radicalisation à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, l'appareil d'État nord-américain n'hésitait pas à abattre les militants noirs. Et quand il accordait un procès,

le prévenu pouvait comparaître baillonné !

Heureusement, depuis des années, Mumia est soutenu par une campagne internationale qui a eu au moins le mérite de repousser à plusieurs reprises son exécution. Et tous ceux qui dans le monde dénoncent ce déni de justice ont bien l'intention de continuer à se mobiliser pour que justice soit rendue et Mumia Abu-Jamal libéré.

Jacques FONTENOY

• Les tornades en Alabama

# Une catastrophe plus sociale que naturelle

Les tornades qui ont frappé le 27 avril le sud des États-Unis et en particulier l'État de l'Alabama ont fait plus de 350 morts et détruit 10 000 bâtiments. C'est l'une des catastrophes naturelles les plus meurtrières depuis l'ouragan Katrina en 2005 mais, à l'image de cette précédente catastrophe, ce sont encore les plus pauvres qui ont été les plus touchés !

Certes, les tornades sont des phénomènes climatiques que les météorologues ne peuvent pas prévoir, même à court terme. Ces derniers peuvent tout au plus déterminer les zones à risques – ce sont celles qui ont déjà connu

de tels phénomènes – et prévoir que ce printemps sera particulièrement propice aux tornades. Les spécialistes avaient d'ailleurs annoncé celle qui vient de dévaster l'Alabama.

Pour se protéger des tornades,

il n'existe qu'un moyen vraiment efficace : il faut construire des abris souterrains, posséder des caves qui résistent lorsqu'un bâtiment s'écroule. À Pratt City, un quartier noir de Birmingham, la tornade qui a dévasté ce quartier a emprunté le même chemin qu'en 1988, mais les habitants, faute d'argent, n'ont jamais pu construire les abris qui auraient permis de les protéger. L'État n'a rien fait pour les y aider. Pire même, la plupart des habitations de ce quartier durement touché

sont faites de bois et de tôle et ont été balayées comme des fétus de paille, laissant les habitants sous les débris et les survivants sans abri ! Et ce qui est vrai dans ce quartier l'est d'autant plus pour le reste de l'État.

Le Monde rapporte que les habitants disent avec fatalisme que « les caravanes attirent les tornades ». On pourrait même dire que la pauvreté attire les tornades, un météorologue ayant démontré que 44 % des décès des tornades en 2008 concernaient

Aline URBAIN

• Hongrie

# La spirale infernale de la démagogie d'extrême droite

Depuis plusieurs semaines, l'extrême droite hongroise Jobbik (Mouvement pour une Hongrie meilleure) a lancé une série de manœuvres d'intimidation brutales à l'encontre de la communauté rom, nombreuse au nord-est de Budapest.

À Gyöngyöspata, un village de 2 900 habitants à seulement une heure de route de la capitale hongroise, le Jobbik a déployé une milice paramilitaire en uniforme noir, baptisée Szebb Jövoert (Pour un plus bel avenir). Ces brutes au crâne rasé, armés de haches ou de fouets, flanqués de pitbulls, patrouillent jour et nuit dans les rues du village. Ils encerclent les maisons des habitants Roms sans que la police locale bouge le petit doigt. Des villageois partisans du Jobbik logent et nourrissent à tour de rôle ces miliciens.

Les Roms, environ 450, se terrent dans les maisons, n'osent plus envoyer les enfants à l'école. Lors du week-end de Pâques, les paramilitaires ont voulu organiser un camp d'entraînement au centre du village, qui fut finalement interdit. Mardi 26 avril, à la suite d'une énième provocation, une bagarre a éclaté, faisant plusieurs blessés parmi les habitants roms. Depuis, certaines familles roms quittent le village.

Le 6 mars dernier, le dirigeant national du Jobbik, le député Gabor Vona, est venu à Gyöngyöspata tenir un discours devant 1 500 paramilitaires, dans lequel il a fustigé la prétendue « criminalité tzigane ». Après quoi l'extrême droite a organisé de nouveaux groupes paramilitaires, comme à Hajduhadhaza, une petite ville de l'est du pays, et dans les bourgs voisins de Bocskaiert ou Teglas.

La communauté rom est non seulement la plus pauvre parmi les pauvres en Hongrie, mais elle subit de surcroît bien des vexations et des agressions à caractère raciste. Il y a un an, un père et son fils ont été abattus à coups de fusil alors qu'ils fuyaient leur maison incendiée par des criminels. À la même époque, quatre membres d'une famille rom ont été tués avec des lames de rasoir pendant leur sommeil.

Près des deux tiers des 700 000 Roms hongrois sont au chômage. Dans 30 % des écoles, les enfants roms sont isolés dans des classes non mixtes, seulement 1,2 % des Roms font des études supérieures. Selon la Banque alimentaire hongroise, 200 000 Roms « font face à la faim au quotidien ». Et depuis 1992, ils n'ont même plus le

droit d'y ramasser le bois pour se chauffer.

La récente hausse de l'agressivité de l'extrême droite s'explique sans doute par sa baisse dans les sondages. Le Jobbik, qui a trois députés européens, avait fait une percée aux législatives d'avril 2010, où il avait obtenu 17 % des voix et 47 sièges, après avoir fait une campagne anticommuniste, nationaliste, ouvertement anti-Roms et antisémite. Ces élections, qui avaient vu le Parti social-démocrate s'effondrer, ont été un triomphe pour le parti conservateur Fidesz (Union civique hongroise), dont le leader est Viktor Orbán. Ayant obtenu 52 % des voix, le Fidesz parvint au pouvoir, pour y mener une politique de baisse brutale du nombre des emplois publics, des salaires ou encore des prestations sociales et des

dans « l'histoire millénaire » de la Hongrie, revenant sur le droit à l'avortement, etc.

Cette politique ultraconservatrice a eu pour résultat de faire baisser dans les sondages le Jobbik, qui s'inquiète déjà pour les prochaines élections de 2014, rendant plus enragée encore cette extrême droite hongroise qui fait maintenant parader ses troupes.

Certes, le Jobbik et ses crânes rasés réservent pour l'instant leurs démonstrations musclées à des villages de campagne et n'en sont pas à défiler dans les villes ou dans les quartiers ouvriers. Mais l'agressivité de ces nervis souligne, si besoin était, que quand des politiciens réactionnaires comme Viktor Orbán en sont à aller chasser sur les terres de l'extrême droite, ils s'engagent dans une spirale infernale qui n'a que l'horreur pour conclusion... Et cela ne vaut pas seulement pour la Hongrie.

Éric TOLIAN



L'exode des Roms de Gyöngyöspata à l'arrivée des milices d'extrême droite.

• Au sommaire de Lutte de Classe n° 135 (avril 2011)

**Côte d'Ivoire**

Les dégâts d'une guerre interne qui n'est peut-être pas terminée

**Libye**

Non à l'intervention impérialiste occidentale !

**Japon**

Après la catastrophe de Fukushima le nucléaire, les écologistes et le capitalisme

**France**

- Le Front national à la manœuvre pour tenter d'élargir son électorat vers les classes populaires

- Mélenchon et le PCF : l'ambition pour l'un, une nouvelle impasse pour l'autre

**Cuba**

Une tentative désespérée d'échapper à l'impérialisme. La voie sans issue du nationalisme radical

Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,58 euro



## • Maroc

### Manifestations du Premier mai

Des milliers de manifestants se sont retrouvés au Maroc pour un Premier mai « comme il n'y en avait pas eu depuis des années », selon l'un d'eux.

Quatre jours après l'attentat de Marrakech, qui a causé la mort de seize personnes et en a blessé vingt-cinq autres, à Casablanca, Rabat et Marrakech, des cortèges ont rassemblé, à l'appel des syndicats et du Mouvement du 20 février de nombreux participants qui ont réaffirmé, une nouvelle fois dans la rue, les exigences de la majorité de la population travailleuse.

Craignant que le pouvoir ne prenne prétexte de l'attentat pour renforcer sa politique sécuritaire, ils ont insisté sur l'exigence des droits démocratiques, le refus de la corruption et des pratiques dictatoriales d'un régime qui tente néanmoins, depuis les manifestations qui se sont déroulées dans le pays il y a plus de deux mois, de désamorcer l'expression du mécontentement des jeunes et de la population pauvre. Le Premier ministre vient, par exemple, d'annoncer une hausse des salaires dans la fonction publique (600 dirhams par mois soit un peu moins de 60 euros), une revalorisation du salaire minimum (10 % à partir de juillet 2011 et 5 % en juillet 2012) et l'augmentation de 600 à 1 000 dirhams du minimum des pensions des retraités.

Bien des manifestants pensent qu'ils devront rester mobilisés, et sans doute plus nombreux encore, pour que les promesses soient tenues, pour que leurs revendications sur les libertés et le niveau de vie des travailleurs et des retraités ne soient pas oubliées. Même si certains groupes de manifestants semblaient en appeler au roi pour éliminer un entourage corrompu, d'autres affichaient, entre autres revendications, « À bas le makhzen (le pouvoir royal) féodal, despotique et autoritaire ».

La mise en garde à vue du directeur du quotidien *Al-Massae*, pour avoir dénoncé la corruption et mis en cause un proche du roi, montre que la dictature royale est toujours là.

Viviane LAFONT

## Leur société

### • Bilan de la baisse de la TVA dans la restauration

## Demain on mange gratis

**Deux ans après la baisse de la TVA pour les cafetiers et restaurateurs, Frédéric Lefèvre, le secrétaire d'État à la Consommation, a reçu leurs représentants jeudi 28 avril pour faire le point avec eux. Il a reconduit les avantages accordés à la profession, et en a même ajouté d'autres, bien que les engagements pris n'aient pas été respectés.**

En 2009, en contrepartie d'une baisse de la TVA de 19,6 % à 5,5 %, les restaurateurs avaient fait de belles promesses : l'argent ainsi épargné devait servir à faire baisser les prix, augmenter les salaires et créer 20 000 nouveaux emplois par an, dont la moitié en contrats d'alternance. Deux ans plus

tard, on constate que le compte n'y est pas.

Les prix devaient baisser en moyenne de 3 %, en ciblant une dizaine de produits. La baisse n'a été que de 2,15 %, et plus de la moitié des restaurateurs n'ont pas répercuté la baisse de la TVA sur les prix. Les salaires restent toujours aussi bas, même si les pauses ont été intégrées au temps de travail : un salarié de l'hôtellerie-restauration sur cinq fait partie des « travailleurs pauvres », leur revenu étant inférieur de 60 % au revenu médian, à cause surtout des nombreux temps partiels imposés. Quant aux emplois créés, compte tenu que chaque année la profession embauche de toute façon 15 000 nouveaux salariés, leur nombre serait de

l'ordre de 3 000 par an, dont la moitié sont des contrats par alternance qui ne coûtent pas bien cher aux patrons, qu'il s'agisse de contrats d'apprentissage payés en-dessous du smic ou de contrats aidés bénéficiant de larges subventions publiques.

Malgré ce maigre bilan, le gouvernement n'envisage pas de revenir sur cette mesure. Les patrons de l'hôtellerie-restauration ont renouvelé leurs promesses – non tenues – de 20 000 embauches par an, mais ils ne s'engagent même plus sur une baisse des prix. Cela a cependant suffi pour satisfaire Lefèvre, qui a fait semblant d'y croire et ose parler de « progrès social ». Il leur a même fait un cadeau supplémentaire en leur

accordant la possibilité d'un prêt à taux zéro pour effectuer les investissements obligatoires concernant la sécurité incendie ou l'accès aux handicapés.

Cette baisse de la TVA a essentiellement profité aux patrons de l'hôtellerie-restauration, surtout les plus gros, en augmentant leurs revenus d'au moins 10 % en moyenne, et plus encore pour ceux qui n'ont pas joué le jeu. Elle coûte cher au Trésor public, le manque à gagner étant de 2,4 milliards par an – plus que ce qui est consacré au RSA ! Mais, à un an des élections présidentielles, il n'est pas question de mécontenter une profession dont le gouvernement cherche à s'attirer les faveurs.

Marianne LAMIRAL

### • Assises contre le harcèlement à l'école

## Le ministre Chatel entre banalités et provocation

**« Comment, dans ce lieu de transmission, de compréhension, d'ouverture, n'a-t-on pas pu appréhender les violences répétées dont étaient victimes certains élèves ? » Lors des Assises nationales contre le harcèlement à l'école, qui se sont tenues les 2 et 3 mai, Luc Chatel, le ministre de l'Éducation, n'a pas eu peur de la grandiloquence, assaisonnée d'une petite pointe accusatrice qui ne contribuera pas à le réconcilier avec les enseignants.**

Et, pour lutter contre ce fléau, qu'a-t-il annoncé ? Une campagne d'information, un numéro d'urgence pour les victimes, un guide à distribuer dans les écoles, l'obligation pour les enseignants de faire de la lutte contre le harcèlement un objectif prioritaire de leur enseignement, la fermeture des comptes Facebook des élèves convaincus de harcèlement sur Internet. Et, pour les futurs enseignants, une formation lors de leurs études supérieures, alors que le ministre, qui a supprimé les instituts de formation (IUFM), les expédie directement devant les élèves.

C'est non seulement se payer de mots, mais se payer la tête du personnel de l'Éducation, en même temps que celle des élèves et des parents.

La violence à l'école est un problème réel. Le rapport remis au ministre sur le sujet rappelle que 10 % des écoliers se plaignent de harcèlement physique et verbal et que l'impact sur leur scolarité et leur développement personnel est plus profond que ce que l'on imaginait auparavant. Il en analyse les causes, qui sont multiples : facteurs sociaux, économiques, familiaux, mais aussi liés à l'école. Il préconise, ce qui n'a rien d'extraordinaire, l'écoute et l'information des élèves, des parents, la formation de tout le personnel de l'Éducation, en particulier les membres des

Rased (réseaux d'aides spécialisée aux élèves en difficulté), les infirmières et médecins scolaires.

Le ministre a déclaré : « À ceux qui opposeront ce discours volontariste [de lutte contre la violence] à la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, je répondrai : l'enjeu ne relève pas de la question des postes ; il relève de l'engagement de chacun, d'une mobilisation générale. »

Eh bien non, être à l'écoute des enfants ou des adolescents et de leurs familles, cela nécessite du personnel suffisamment

nombreux et formé, des infirmières, des médecins, des assistants sociaux. Prévenir les agressions, cela signifie aussi augmenter l'encadrement adulte dans les établissements scolaires et l'aide aux élèves en difficulté, c'est-à-dire plus de moyens.

Cela ne résoudrait pas tous les problèmes, ceux liés à la violence sociale, ceux qui tiennent à la vie difficile que mènent les enfants des milieux défavorisés. Mais cela permettrait au moins de rendre la vie plus facile en milieu scolaire et le travail des enseignants plus efficace.

Sylvie MARÉCHAL



## • Chiffres du chômage

# Les mensonges du gouvernement

**Une fois de plus le ministère du Travail annonce un recul du chômage. Ainsi, en mars 2011, et pour le troisième mois consécutif, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi et n'ayant pas travaillé dans le mois serait en baisse de 21 100 personnes. Comme s'il suffisait de ces annonces répétées pour prouver une amélioration de la situation.**

Mais la réalité a la peau plus dure que les mensonges du gouvernement. Si, d'après lui,

le nombre de chômeurs n'ayant pas travaillé recule, celui de ceux qui n'ont travaillé que quelques heures dans le mois continue, lui, à progresser : 25 800 de plus au mois de mars, ce qui confirme la généralisation des emplois précaires et intermittents. D'ailleurs 60 % des nouvelles embauches sont des contrats de moins d'un mois, avec une explosion des missions de quelques jours, voire de quelques heures.

Ces chiffres globaux masquent également une autre réalité, l'augmentation des radiations. Ainsi, en mars, il y en a eu 303 400, dont les deux

tiers l'ont été pour un autre motif qu'une reprise d'emploi, principalement pour des raisons administratives. Sans parler de tous ceux qui ont été sortis des statistiques du chômage, parce qu'orientés vers des contrats aidés, des stages ou des formations, même s'ils n'ont pas le profil ou le niveau pour en tirer un quelconque profit.

Autre constat dramatique : le chômage de longue durée, c'est-à-dire de plus d'un an, ne cesse d'augmenter, et avec lui le nombre de chômeurs qui n'ont plus droit aux indemnités versées par les Assedic, sans pour

autant avoir droit aux maigres ressources que procure le RSA ou l'ASS. Ce sont ainsi toujours plus de travailleurs et de familles qui basculent dans la pauvreté.

Les services de Xavier Bertrand mettent en avant le recul du chômage des jeunes. En fait, devant l'absence d'offres d'emploi, bien des jeunes se sont découragés et ne s'inscrivent plus à Pôle emploi, d'autant plus qu'ils n'ont droit à aucune indemnité. La situation des plus de 50 ans n'est pas plus enviable puisqu'on assiste à une augmentation continue du chômage dans

cette catégorie. Et cette tendance devrait s'accroître avec l'entrée en vigueur de la réforme qui repousse l'âge de la retraite.

En fait, le chômage qui frappe aujourd'hui plusieurs millions de travailleurs n'a jamais baissé. Comment pourrait-il en être autrement, alors que le nombre d'emplois ne cesse de diminuer dans tous les secteurs du privé, mais également quand le gouvernement lui-même en supprime des dizaines de milliers dans l'enseignement, les hôpitaux et toute la fonction publique?

Roger MEYNIER

## • À propos des prestations sociales

# Le gouvernement s'en prend aux plus modestes

**Le gouvernement vient de lancer une opération de lutte contre la fraude aux prestations familiales et sociales dans treize départements. 142 contrôleurs, le quart des effectifs nationaux, seront mobilisés pendant quatre mois pour traquer les fraudeurs, à grand renfort d'exams de fichiers des banques, des opérateurs de téléphonie, d'EDF et en débarquant éventuellement chez l'allocataire.**

Il va s'agir de faire payer le salarié qui améliorerait l'ordinaire par quelques travaux « en extra », la mère de famille qui ne serait pas aussi « seule » que voudrait le faire croire l'allocation qu'elle touche en tant que parent « isolé », le locataire qui perçoit une allocation logement considérée comme trop élevée depuis que ses revenus ont un peu augmenté. Car si les méthodes de fouine sont contestables, la cible de cette enquête l'est encore plus : il s'agit de la partie la plus modeste de la population. Des travailleurs aux petits revenus, des jeunes, des allocataires du RSA, tous ceux à qui l'administration ne se gêne pas pour réclamer sans ménagement, et souvent sans étaleme, un trop-perçu de plusieurs dizaines ou centaines d'euros. À eux de payer

d'abord et de faire la preuve de leur bonne foi ensuite, quand une petite modification de leur niveau de vie et la complexité des méandres administratifs les ont fait passer dans « l'illégalité ».

Roselyne Bachelot, la ministre de la Solidarité, veut ainsi récupérer 100 millions d'euros par an parce que, dit-elle, le gouvernement est « comptable de l'argent public dépensé » et que certains s'appuient sur ces fraudes « pour remettre en cause notre système social ». Difficile d'imaginer plus tartuffe !

Le gouvernement se sent-il comptable de l'argent public dépensé en pure perte pour les subventions aux patrons qui licencient ? Leur réclame-t-il ? Quant aux employeurs qui ne paient pas leurs cotisations sociales – et plus ils sont gros, plus le montant est lourd – que leur a-t-on réclamé ? Certes, en 2009, le gouvernement s'est vanté de redressements records sur la fraude aux cotisations sociales, en progression de 70 % par rapport à 2008, atteignant 800 millions d'euros. Mais, en 2007, on évaluait cette fraude patronale entre 8 et 14 milliards d'euros.

Il y a là une marge qui laisse le champ libre aux investigations, si on voulait vraiment épargner l'argent public.

Sylvie MARECHAL

## • Statistiques de l'Insee

# La propriété c'est le vol... Et ça ne s'arrange pas

**L'édition 2011 de l'étude périodique de l'Insee sur le patrimoine et les revenus des ménages vient d'être publiée. On y apprend sans surprise que les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches.**

Mais les chiffres des services officiels sont encore plus violemment dénonciateurs que le simple constat que tout un chacun peut faire en regardant les nouvelles à la télévision, d'une part, sa fiche de paye, de l'autre. En effet l'Insee montre que plus on est riche, plus vite on s'enrichit. Les 600 000 plus hauts revenus se sont accrus de 9,6 % entre 2004 et 2008 ; les 60 000 qui en constituent la crème ont vu les leurs croître de 18,9 % dans la même période ; quant à la crème de la crème, les 6 000 plus riches, avec un revenu minimum de 732 000 euros par an et par adulte, ils ont bénéficié d'une augmentation de 32,7 %.

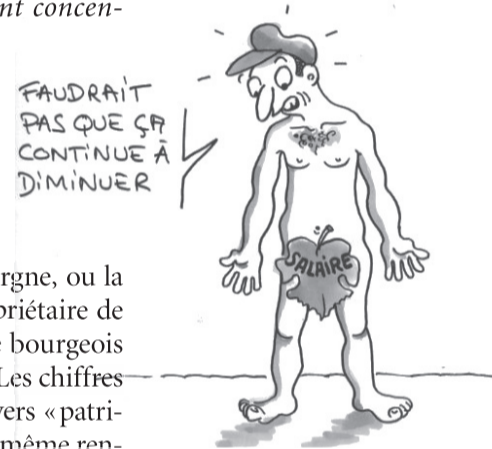
L'Insee enfonce le clou en expliquant que cette progression des plus grandes fortunes

est due à une « forte progression des revenus fortement concentrés du patrimoine ».

L'institut range dans la catégorie dite des détenteurs de patrimoine aussi bien l'ouvrier ayant un livret de caisse d'épargne, ou la famille modeste propriétaire de son logement, que le bourgeois qui vit de ses rentes. Les chiffres montrent que ces divers « patrimoines » n'ont pas le même rendement. Le livret A, indexé avec retard sur la hausse des prix, n'est même pas assez rémunéré pour ne pas être rongé par l'inflation. En revanche les grandes fortunes enflent d'autant plus vite qu'elles sont plus conséquentes. Il y a le « patrimoine » constitué des économies d'une vie de travail et le « patrimoine » sous forme d'un capital qui permet d'amplement profiter du travail des autres.

L'argent, même et surtout celui des grandes familles bourgeoises, ne pousse pas sur les arbres, où elles seraient

## SALAIRES INDÉCENTS



d'ailleurs bien incapables de cueillir faute d'ouvriers agricoles. Il n'est, en définitive, que la traduction comptable des richesses créées par le travail humain. Et ce que démontrent les chiffres de l'Insee c'est bien que les possédants, et surtout les plus gros, empochent une part de plus en plus grande de la richesse produite. Ou, en d'autres termes, que les travailleurs sont exploités de plus en plus féroce.

Paul GALOIS

## Le Total des profits augmente

Le trust pétrolier Total vient d'annoncer ses profits pour le premier trimestre 2011 : 3,1 milliards d'euros, en augmentation de 35 % sur un an.

L'année dernière, les bénéfices ont été de 10,28 milliards d'euros, sans atteindre toutefois le record de 2008, avec 13,9 milliards. Mais, tel que c'est parti cette année, il est

possible que le trust y arrive.

La hausse insensée des cours du pétrole et des carburants explique largement cela. Mais Total ne paye quasiment pas d'impôts pour ses activités en France (il en paye en revanche à l'étranger) sous prétexte que les raffineries fonctionnent à perte. C'est ce que prétendent ses dirigeants, qui versent la moitié

des bénéfices du groupe aux actionnaires.

Cerise sur ce gâteau pétrolier : le dividende pour chaque action est resté exactement le même en 2010 qu'en 2009. Total n'aura donc pas l'obligation de verser la fameuse prime de 1 000 euros par salarié inventée par Baroin et Sarkozy...

André VICTOR

### • Rhodia – Saint-Fons (Rhône)

## Pour l'embauche des intérimaires

Sur l'atelier HQPC, où se relaient cinq équipes de sept salariés, la direction de Rhodia Saint-Fons prévoyait d'embaucher deux salariés. Depuis quelques semaines, les travailleurs demandaient l'embauche des intérimaires qui travaillent avec eux depuis plusieurs mois et qui sont formés aux tâches de l'atelier, une revendication de bon sens quand on connaît les temps de formation assez longs sur ces installations. Et puis ces camarades de travail faisaient maintenant partie des équipes. À cela, la direction et l'encadrement répondaient qu'un processus était en cours et que d'autres salariés extérieurs pouvaient postuler. En gros, ils feront comme ils voudront.

Tout a commencé jeudi 28 avril, lors de la journée mondiale intersyndicale sur la santé et les conditions de travail, quand eurent lieu des débrayages bien suivis puisque tous les ateliers de production étaient à l'arrêt.

Les travailleurs de l'atelier HQPC avaient, eux, décidé de ne pas redémarrer l'installation le lendemain matin et de poursuivre les débrayages avec comme revendication « l'embauche des intérimaires qui travaillent avec nous ». Le directeur du site affirmait ne rien comprendre, puisqu'il avait prévu d'embaucher, et il accusa les travailleurs d'être manipulés par le délégué!

Pour aider le directeur à mieux comprendre ce qu'il refusait d'admettre, les débrayages furent reconduits par les travailleurs des différentes équipes se relayant le vendredi, puis par l'équipe qui arriva le samedi matin après trois jours de repos. Finalement, voulant mettre fin à cette grève surprise, la direction s'engagea le samedi à embaucher deux des trois intérimaires de l'atelier d'ici juin. Le mouvement fut alors suspendu, avec la menace de reprendre si la direction ne tenait pas parole, d'autant que bien d'autres problèmes subsistent sur l'atelier.

Un succès donc pour ceux qui devront être embauchés, et regonflant pour les salariés de l'atelier et de l'usine qui ont pu vérifier, une fois de plus, que seule la lutte paie.

Correspondant LO

### • Ingersoll Rand – Sin-le-Noble (Nord)

## L'entreprise est maintenue, l'inquiétude demeure

Ingersoll Rand, à Sin-le-Noble, est une entreprise qui emploie 71 travailleurs et qui produit des palans pour l'industrie pétrolière. L'entreprise a un carnet de commandes plein et rapporte des profits à la société mère, basée aux États-Unis.

Mais, en juillet 2010, le patron annonce qu'il va fermer l'entreprise et ramener les machines et la production outre-Atlantique, à Seattle, sans même chercher à donner la moindre raison à cette décision. Les travailleurs ont alors fait grève, 17 jours, notamment en novembre 2010. Ils ont bloqué l'entreprise, soutenus par les élus de la municipalité de Sin-le-Noble, et obtenu un « plan social » : 22 000 euros de prime de départ par salarié plus 1 925 euros par année d'ancienneté, ce qui était bien loin d'entamer les profits de cette multinationale qui emploie 57 000 travailleurs dans le monde.

Les travailleurs ont fini par accepter le plan. L'entreprise a pour sa part demandé que les commandes en cours soient terminées et, « en échange », a annoncé qu'il n'y aura pas de licenciement avant mai 2011.

### • La Poste – Beauvais (Oise)

## Les facteurs en grève contre les suppressions d'emplois

**Les facteurs de Beauvais sont en grève depuis le mardi 26 avril, contre les trois suppressions d'emplois que veut leur imposer La Poste à travers une énième réorganisation. Comme dans le reste du pays, c'est pratiquement tous les ans que La Poste supprime des emplois sous prétexte de réorganiser : 10 700 emplois supprimés au plan national en 2010, plus de 10 000 en 2009. À Beauvais, depuis dix ans, cela fait une soixantaine d'emplois en moins.**

Cela se traduit pour les usagers par une dégradation des services et pour les facteurs par une dégradation des conditions de travail. Quand il y a des absents, qu'ils soient en congés ou en maladie, La Poste ne veut plus les remplacer et il faudrait que ce soient les présents qui fassent le travail des absents.

Les nouvelles suppressions d'emplois ont mis les facteurs en colère et la grève a été déclenchée le 26 avril. Plus de la

Les travailleurs manifestant contre les menaces sur l'emploi en octobre 2010.



Cet accord, qui prévoyait le versement des primes de départ fin mai 2011, a été contre-signé par le directeur départemental du travail.

Retournement de situation le 29 mars 2011, quand le nouveau directeur américain débarque à Sin-le-Noble et annonce qu'il n'est plus question de fermer l'entreprise. C'est une bonne nouvelle, disent

les travailleurs, puisqu'ils ne perdent plus leur emploi. Mais un doute subsiste : la direction a-t-elle seulement décidé de reporter la fermeture? Est-ce une manœuvre pour ne pas payer le plan social? La direction assure, la main sur le cœur, que l'entreprise sera maintenue.

Dans cette situation il n'est plus question de verser les primes, même à ceux qui

sont déjà partis chercher un travail ailleurs en pensant qu'ils seraient licenciés. Il n'est pas question non plus d'indemniser celui qui a vendu sa maison pour partir. Que les patrons ferment une usine ou la maintiennent ouverte, ils font toujours aussi peu de cas de ceux qui y travaillent!

Correspondant LO

moitié des 70 facteurs (sur un effectif total de 150) sont en grève depuis ce jour. Ils reconduisent leur mouvement jour après jour, et le font connaître chaque jour en allant distribuer des tracts sur le marché et devant les grandes surfaces, où ils reçoivent un accueil chaleureux.

Ils réclament l'arrêt des suppressions d'emplois et l'embauche des contractuels en contrat à durée indéterminée.

### • La Poste – Cancale (Ille-et-Vilaine)

## Contre vents et marées, les facteurs résistent

Cinq facteurs de Cancale, en Ille-et-Vilaine, sont en grève illimitée depuis le 29 mars. La direction départementale de La Poste a décidé de les muter d'office dans une nouvelle plate-forme de distribution, récemment conçue pour regrouper le courrier de plusieurs localités dans un rayon de plus de 30 km. Ils refusent d'accepter d'avoir à faire deux fois par jour un aller-retour de 17 km entre le tri à effectuer

Ils demandent aussi 200 euros d'augmentation, c'est-à-dire ce qu'il faudrait pour faire face à toutes les hausses des prix de l'alimentation, du gaz, de l'électricité, du gaz, des loyers, etc.

Pour l'instant la direction a accepté d'embaucher cinq contractuels. Elle propose aussi qu'à la place des trois suppressions d'emplois elle reprenne aux facteurs plus de dix jours de repos supplémentaires

(RTT), que La Poste leur doit car, en travaillant le samedi, ils font plus de 35 heures par semaine. Cela équivaldrait à les faire travailler six jours sur sept pendant quatre mois d'affilée! Pour eux, c'est hors de question!

Les grévistes sont conscients d'avoir affaire à forte partie. Mais ils sont tout autant déterminés à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

dans la plate-forme et la distribution du courrier à Cancale.

Depuis le début de la grève, la direction tente de faire exécuter le travail par des cadres réquisitionnés. Ceux-ci, bien qu'étant à deux pour effectuer une tournée, semblent bien peu efficaces. De nombreux usagers se plaignent de retards de plusieurs jours dans la livraison du courrier ou constatent des erreurs de distribution.

Soutenus par trois syndicats (CGT, SUD et FO) et par une bonne partie de la population de Cancale (1 500 personnes ont signé une pétition), les facteurs, qui exigent de continuer à travailler comme auparavant au bureau de Cancale, tiennent bon.

Une manifestation de soutien à leur lutte a été organisée devant la direction, à Rennes, le mardi 3 mai.

Correspondant LO

### • Continental – Compiègne (Oise)

# Forte mobilisation contre l'acharnement judiciaire envers Xavier Mathieu

Mardi 3 mai Xavier Mathieu, porte-parole des travailleurs en lutte de Continental, était convoqué devant le tribunal de Compiègne pour avoir refusé de se soumettre à un test ADN. Près de 1 000 manifestants, dont au moins la moitié étaient les travailleurs de Continental et leurs proches, étaient venus le soutenir.

Il y avait aussi des délégations de travailleurs de Continental-Sarreguemines, de Renault-Cléon, des militants syndicalistes de Martinique, de Nouvelle-Calédonie, de Corse ; les représentants des partis politiques de gauche et d'extrême gauche, dont Nathalie Arthaud ; les représentants confédéraux de Solidaires, de la FSU, de la fédération CGT de la Chimie et de la Confédération paysanne... La manifestation, organisée par le comité de lutte de Continental-Clairoix, pour demander la relaxe de Xavier Mathieu avait fière allure.

Plus de deux ans après le début du conflit en mars 2009, les travailleurs de Continental font toujours bloc autour des leurs pour refuser ces poursuites judiciaires pour l'exemple, régulièrement dirigées contre eux. Et depuis deux ans ils fédèrent un large

mouvement de solidarité

Mais si les travailleurs ne « lâchent rien », comme les manifestants l'ont chanté en chœur, le pouvoir non plus. La représentante du gouvernement, la procureure, a ainsi réclamé à l'encontre de Xavier Mathieu une peine d'un mois de prison avec sursis pour avoir refusé le test ADN. Elle demande plus que la peine qui justifiait, selon elle, ce prélèvement. Et quand elle a osé s'écrier « La justice doit être égale pour tous », les travailleurs présents ont manqué de s'étouffer. Car c'est le même ministère public qui a refusé obstinément d'engager la moindre poursuite contre les patrons délinquants de Continental, coupables de multiples délits avérés.

L'avocate a pu souligner le caractère illégal de ces tests ADN, faits au bon vouloir du procureur. Xavier Mathieu a

rappelé le traitement hors du commun qui lui était réservé ainsi qu'aux travailleurs de Continental. Nul ne sait ce qu'en retiendra le tribunal, qui a mis son jugement en délibéré jusqu'au 28 juin.

Mais, comme le déclarait notre camarade Nathalie Athaud à la tribune ce même jour : « *Quoi qu'ils disent et fassent, c'est vous qui avez gagné et qui représentez l'avenir. Aucun fichage, aucun procès n'y pourra rien. Le fait d'être là encore aujourd'hui et d'avoir pu par vous-mêmes maintenir cet élan de solidarité qui se continue depuis deux ans préfigure les victoires de demain et la vraie justice.* »

Les travailleurs de Continental, aujourd'hui, hier comme demain, restent mobilisés pour défendre leur lutte, leurs droits et ceux des leurs qu'on voudrait prendre en otage. Ils savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité ouvrière. Plus que jamais, « relaxe pour Xavier Mathieu ! », le combat continue !

Correspondant LO

### • Continental – Midi-Pyrénées

# Un débrayage pour enterrer Pépé

La semaine avant Pâques, la direction avait dû reculer devant le débrayage de l'usine de Foix et avait renoncé à lier négociations sur les salaires et acceptation du plan Pépé d'augmentation du temps de travail.

Mais le vendredi 22 avril, veille du week-end de Pâques et des départs en congés, elle remettait cela en écrivant à tout le personnel que le choix était bien entre les 3 % et le talon à 60 euros avec Pépé, ou bien 2,4 % et un talon à 50 sans Pépé ! De quoi énerver encore un peu plus les travailleurs restés à l'usine (avec les congés, il n'y avait qu'un peu plus de

la moitié des 1 800 salariés présents).

Mardi 26, CFDT et CGT appelaient à une assemblée générale. Ce faisant, à la réunion de négociations, la direction revenait une fois de plus sur ce qu'elle avait dit, et répétait qu'elle séparait bien la négociation sur les salaires et son plan Pépé, plan rejeté, rappelons-le, par les salariés et les syndicats majoritaires (CGT et CFDT).

Les travailleurs en ont ras le bol de cette remise incessante de Pépé sur le tapis : à l'assemblée générale qui a réuni 300 salariés présents sur l'usine, bon nombre se prononcèrent pour un débrayage, comme à Foix, histoire de bien faire comprendre à la direction que pour

eux, Pépé était mort et enterré.

Pour ne pas être en reste, l'équipe de nuit a débrayé à 3 heures du matin et a attendu l'équipe du matin à 6 h. Au total, nuit, matinée et journée, c'est près de 200 travailleurs qui ont débrayé. La direction leur a envoyé un huissier pour leur intimer l'ordre de sortir, mais les grévistes n'ont pas bougé.

Pour l'heure, aucun syndicat ne veut signer l'accord salarial : du coup, le ridicule ne tuant pas, la direction veut maintenant leur faire signer... un « constat de désaccord ».

Rendez-vous a été pris pour après les congés.

Correspondant LO

### • RTM – Régie des Transports de Marseille

# 55 minutes de grève chaque jour

Depuis le 4 mars dernier les tramways de Marseille sont en grève perlée à l'appel de la CGT.

La direction, lors des dernières négociations annuelles, en 2010, n'avait proposé que 0,45 % d'augmentation des salaires pour les deux années 2010 et 2011, assortis d'une prime d'intéressement, de tickets restaurant et d'un « déroulement de carrière ». Seuls, la CGT et Sud avaient refusé de signer.

Depuis, beaucoup de tramways, n'ayant pas bénéficié des « gadgets » de la direction, se sont rendus compte qu'ils s'étaient fait avoir. Et ils sont nombreux aujourd'hui à reparler des salaires.

Début mars 2011, la CGT et Sud ont déposé un préavis courant jusqu'au 30 juin, pour revendiquer le doublement de la paie des dimanches et une demi-journée payée en plus pour les samedis travaillés ainsi que l'augmentation des primes techniques pour les ateliers.

Alternativement, le matin

entre 8 h 30 et 9 h 30 et le soir entre 16 h 30 et 17 h 30, sur les 3 600 travailleurs de la régie, 70 % sont en grève pour les autobus, 50 % pour la ligne 1 du métro et 25 % pour le tramway.

Certes, ce mouvement gêne beaucoup les usagers, mais nombre d'entre eux comprennent la revendication des tramways car ils ont les mêmes problèmes de pouvoir d'achat.

Par contre le directeur de la RTM a refusé toute négociation avec les syndicalistes, tout autant que les élus PS de la communauté de communes dont dépend la RTM.

Finalement, les tramways de la RTM pourraient bien en venir à entamer carrément une grève complète pour des augmentations de salaire, ce qui guérirait sans doute les patrons de leur surdité.

Correspondant LO.



### • Air France – Orly-Nord

# Insécurité dans la sûreté

Air France a lancé un appel d'offres pour le renouvellement du contrat « sûreté » sur le site d'Orly-Nord, actuellement détenu par la société SGA Néo Security.

Les gardiens et le personnel d'accueil employés par SGA Néo Security pour le compte d'Air France sont chargés de l'accueil, du contrôle et du

filtrage aux entrées du site, ainsi que des accès vers les zones dites de sûreté (avions, hangars et pistes).

Un tel renouvellement intervient à peu près tous les deux ans, Air France en profitant à chaque fois pour faire baisser la facture de cette sous-traitance. Avec huit ans d'ancienneté, les gardiens

auront connu six entreprises différentes avec, à chaque fois, la peur de perdre leur emploi, de voir amputer leur salaire, leurs primes et la crainte d'une détérioration de leurs conditions de travail. Alors comment, avec cette épée de Damoclès au-dessus de la tête, faire des projets, envisager l'avenir pour soi et sa

famille, ou tout simplement vivre autrement qu'au jour le jour ?

Tout cela est inacceptable ! C'est pourquoi la quasi-totalité du personnel de SGA Néo Security a fait grève les 28 et 29 avril 2011 avec le soutien des sections locales CGT et Sud d'Air France Orly-Nord, ce qui a entraîné une belle

pagaille aux entrées et sur les parkings.

Les futurs repreneurs ainsi que la direction d'Air France sont prévenus qu'à l'annonce mi-mai de l'entreprise qui reprendra le marché, les gardiens et personnel d'accueil ne se laisseront pas faire.

Correspondant LO

## • Cremonini (SNCF)

### Non aux licenciements !

**Des travailleurs de l'entreprise Cremonini restauration, qui assurent le service dans les bars des TGV et en 1<sup>ère</sup> classe, sont en butte aux attaques de leur direction. Elle a annoncé le licenciement de six d'entre eux (cinq sur la gare Montparnasse et un sur la gare de Lyon) sous prétexte de faute grave, puisqu'ils sont accusés de vol.**

À l'annonce de ces licenciements, les travailleurs de Cremonini à Montparnasse ont fait, spontanément, deux jours de grève les 14 et 15 avril derniers. Mais leur direction n'est pas revenue sur sa décision. Les salariés restent sur le qui-vive, d'autant plus que ces licenciements en annoncent peut-être d'autres.

Cremonini est une entreprise privée qui appartient à une filiale du groupe SNCF, Avirail, chargée de l'avitaillement des trains, et qui emploie environ 1 200 personnes, réparties sur de nombreux sites. Depuis deux ans, les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader, avec des contrôles et des pressions permanents.

Sous prétexte de réagir contre une baisse de son chiffre d'affaires, Cremonini a récemment décidé de faire appel à un organisme extérieur pour renforcer ses contrôles sur les salariés et la vente des produits. À

l'issue de ces contrôles réalisés à bord des trains, les sanctions sont tombées et les licenciements pour faute grave ont été annoncés. Pourtant, les salariés ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables de la situation : les bars, matériel fourni par la SNCF, ne ferment pas correctement ; lorsque les rames sont en voie de garage, la surveillance que devrait effectuer la SNCF est inexistante, faute de personnel ; l'état des stocks échappe au contrôle des salariés, etc. En fait, la direction de Cremonini est suspectée à juste titre par les travailleurs de vouloir réduire ses effectifs sans avoir à payer d'indemnités de licenciement. Ils sont confortés dans cette idée par le fait que l'entreprise n'envisage pas du tout de remplacer les salariés licenciés.

À l'heure actuelle, les travailleurs licenciés ont engagé une action auprès du tribunal des prud'hommes, mais elle sera très certainement loin de suffire à contraindre la direction de Cremonini à revenir sur les licenciements. En revanche, le fait que, sur leurs lieux de travail, les salariés de Cremonini côtoient chaque jour les cheminots et qu'ils aient en fin de compte le même employeur, la SNCF, peut leur permettre de s'adresser aux cheminots et d'emporter leur solidarité active pour faire reculer leur direction qui se croit tout permis.

Correspondant LO

## • Agents de nettoyage de la Ville de Paris

### En grève pour des hausses de salaire

Les agents de nettoyage dépendant de la Ville de Paris se sont mis en grève reconductible depuis le 2 mai, à l'appel de plusieurs de leurs syndicats.

Les chefs d'équipe et les agents d'encadrement, qui avaient déjà fait grève début avril, s'élèvent contre « la casse de leur statut » découlant de la réforme programmée de la catégorie B. Cela se traduirait pour eux par une perte de salaire de départ de 60 euros par mois et un allongement de leur temps de carrière de 24 à 33 ans pour conserver des avantages équivalents.

L'ensemble des salariés du nettoyage demande par ailleurs un reclassement indiciaire, notamment pour les échelons les plus bas, l'intégration des

primes dans le salaire de base, l'obtention d'un 13<sup>e</sup> mois ainsi qu'une prime exceptionnelle de 500 euros pour les conditions climatiques difficiles de l'hiver dernier. Pour l'instant leur employeur, à savoir la mairie de Paris, socialiste, n'a pas donné suite à leurs revendications.

Comme bien des travailleurs, les agents du nettoyage sont opposés à une « réforme » qui se traduit par une aggravation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Derrière des revendications catégorielles, ils demandent une augmentation importante de leurs salaires qui leur permette de faire face à la hausse des prix.

M. L.

## • RATP Bus

### Pas d'augmentation du temps de travail !

**Depuis quelques mois, la direction de la RATP veut s'attaquer à la durée du temps de travail des conducteurs de bus. Avec une hausse du temps de travail, la direction vise à supprimer des centaines de postes de conducteurs (machinistes) tout en rendant le même service aux voyageurs.**

Début avril, elle a annoncé la couleur : faire passer les 13 000 machinistes d'une moyenne journalière annuelle au volant de 6 h 41 à 7 heures en 2013, puis 7 h 34 en 2020. Soit 53 minutes de plus par jour. Elle veut aussi supprimer certains temps de pause et intensifier le temps de travail en augmentant

le nombre de services « en deux fois ». Pour les machinistes, il n'en est pas question. Commencer tôt le matin et finir tard le soir avec une coupure importante dans la journée est une situation insupportable.

À l'heure actuelle, du fait des difficultés de la conduite, les machinistes sont les travailleurs de la RATP qui enregistrent le plus d'inaptitude médicale, provisoire ou définitive. Selon les syndicats, il n'y a qu'un machiniste sur quatre qui finit sa carrière au volant d'un bus. Une partie d'entre eux démissionnent, d'autres essaient de se reconvertir, au métro par exemple. Et du fait que la RATP supprime tous les postes qu'elle réservait

auparavant aux « inaptes », certains sont poussés vers la porte.

Le travail est difficile en région parisienne. Paris est la troisième ville la plus embouteillée au monde. Ce travail a des conséquences nerveuses reconnues sur la santé des conducteurs, le stress, les problèmes cardiaques, de dos, etc. Ce qu'on appelle la charge nerveuse de travail n'a fait qu'augmenter au fil des années, tandis que la direction accentue sa pression pour que l'on reparte en bout de ligne sans pause, ou avec très peu de pause.

Alors non, franchement, on ne voit pas comment on pourrait faire 53 minutes de plus. C'est inacceptable !

Correspondant LO



## Cap sur le profit

Depuis quelques années, l'objectif avoué de la RATP est de devenir la cinquième entreprise de transport au monde. De là sa boulimie de rachat d'entreprises ou d'obtention de contrats de transport, partout où elle le peut.

La RATP se vante d'être présente sur quatre continents et dans douze pays à travers ses filiales. Mais cette politique a des conséquences financières et l'endettement de la RATP est important. Pour y faire face, elle n'a rien trouvé de mieux que de faire des économies sur le dos des salariés. Les augmentations de salaire sont réduites

au minimum, avec une hausse (si l'on peut dire) de 0,5 % prévue pour 2011. Elle se fixe également un objectif de croissance de la productivité de 2 % par an et procède pour cela à des centaines de suppressions de postes tous les ans, dans tous les secteurs. En 2010, 180 machinistes ont disparu et en 2011 il devrait y en avoir encore 300 de moins.

Avec en 2024 l'ouverture du marché du réseau des bus à la concurrence, d'autres entreprises comme Veolia, Keolis ou des entreprises étrangères pourront intervenir et reprendre par exemple des lignes

de bus en région parisienne. Sous prétexte de s'y opposer, la RATP explique aux salariés qu'il faut travailler plus !

Le marché des transports représente beaucoup d'argent et la RATP se comporte de plus en plus comme une entreprise capitaliste parmi les autres, avec des objectifs de rentabilité maximum et de profits en perspective, aux dépens de ses salariés. À la RATP comme dans toutes les entreprises, les travailleurs doivent se mobiliser pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail.

Correspondant LO

### • France Télécom

# Responsable d'un nouveau suicide

**Mardi 26 avril, un salarié de France Télécom s'est suicidé par le feu sur le parking du site de Mérignac en Gironde. Le lendemain, environ 300 personnes ont quitté le travail pour lui rendre hommage et pour exprimer leur réprobation et leur colère. La directrice du centre ainsi que le responsable régional des ressources humaines, qui prétendaient venir à ce rassemblement, ont été invités à passer leur chemin.**

Ce salarié, qui travaillait depuis trente ans à France Télécom, avait été embauché comme technicien et était dernièrement chargé par la direction de contrôler les risques liés aux conditions de travail. La direction appelle cela « préventeur ». En fait, notre collègue était coincé entre la pression de l'entreprise, qui voulait faire accepter ses décisions, et sa

volonté à lui : faire respecter des conditions de vie et de santé correctes pour ses collègues.

La direction de France Télécom fait semblant de croire que le malaise persistant des salariés est dû aux méthodes de gestion de l'ancienne direction. Mais dans le cas présent les appels au secours, les colères de ce salarié, ses dénonciations étaient bien actuelles. Lui-même militant syndical, il avait été déplacé à plusieurs reprises et disait clairement qu'il était « en souffrance ». En février, il avait dénoncé par mail le manque de moyens pour accomplir sa mission de prévention et avait demandé à être reçu par la directrice. Son appel est resté sans réponse.

En 2009 déjà, il avait écrit une longue « lettre ouverte à mon employeur et à son actionnaire principal » (l'État). Il y analysait sans complaisance les causes du malaise et des suicides, y racontait ses

pérégrinations, mutations, discriminations. « Je suis en trop », concluait-il.

Depuis cette date, certes, l'ancien directeur Didier Lombard a été – confortablement – débarqué. Mais la politique du nouveau, Stéphane Richard, est la même, ainsi que le but : la rentabilité maximum.

La pression sur le personnel n'a pas disparu, et il arrive que la hiérarchie en rajoute, comme dans cette unité où elle a refusé d'appliquer une augmentation de temps de pause alors que cela avait été négocié nationalement.

Sur les centres d'appels, les contrôles et les flicages continuent, même si on demande aux managers d'y mettre les formes. Et ce ne sont pas les gadgets – quelques fauteuils de massage par ci, un baby-foot dans une salle de repos par là – qui changeront quelque chose. Car la durée et le rythme de travail restent les mêmes, mesurés par ordinateur à compter de

la prise de service sur la position de travail, ce qui permet de suivre les activités du salarié heure par heure, quand ce n'est pas minute par minute.

Bref, des changements pour les salariés, il n'y en a quasiment pas eu. Et la vague de suicides ne s'est pas arrêtée non plus : sur les 60 suicides de salariés qui ont eu lieu depuis trois ans, 27 ont eu lieu depuis 2010.

Par contre le véritable but de France Télécom, augmenter la part des profits, lui, a été atteint. Alors que le chiffre d'affaires de l'entreprise reste stable, les bénéficiaires ont augmenté d'au moins 30 %. Autrement dit, l'exploitation des salariés continue de s'intensifier.

Stéphane Richard dit vouloir faire toute la lumière sur ce suicide et a demandé une enquête « particulièrement minutieuse et transparente ». Si elle l'était, elle désignerait alors le vrai responsable : lui-même.

**Correspondant LO**

### • Diehl Augé découpage

# Grève pour les salaires

Après quatre jours de grève, les travailleurs de Diehl Augé Découpage, entreprise de microtechnique de 200 salariés à Besançon, ont repris le travail lundi 2 mai.

Confrontés à une direction ne proposant qu'une augmentation des salaires de 1,2 %, les travailleurs avaient décidé de se mettre en grève au matin du mardi 27 avril.

La grève avait été reconduite l'après-midi, la nuit et à chaque reprise d'équipe, lors d'assemblées générales. Les revendications : 200 euros d'augmentation, l'embauche des intérimaires et le paiement des heures de grève et d'AG.

La grève a été suivie par la quasi-totalité des ouvriers, rejoint par des employés et techniciens des services administratifs et du bureau d'études, soit une centaine de travailleurs au total.

L'encadrement et la maîtrise ont, comme d'habitude, fait profil bas. Ils ne sont apparus que le vendredi 30 avril, envoyés par le patron pour nous annoncer qu'il ne lâcherait rien.

La grève a été aussi l'occasion de discuter des conditions de travail, qui se sont dégradées ces dernières années. L'indignation était unanime sur le traitement fait aux travailleurs précaires, utilisés pendant 18 mois par la direction, ne leur donnant comme seul espoir que d'être repris que six mois plus tard, toujours en intérim.

Les négociations se sont terminées vendredi dans la soirée avec un résultat bien en dessous de ce que les grévistes espéraient. Une augmentation de 1,4 %, plus une prime mensuelle d'assiduité de 25 euros brut pour les ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise. Pas d'embauche des intérimaires, les heures de grève non payées, mais pouvant être en partie récupérées, ce que refusaient l'écrasante majorité des grévistes.

La reprise s'est faite tous ensemble, avec le regret bien sûr de ne pas avoir obtenu plus, mais fiers d'être restés solidaires et conscients de la nécessité des luttes à venir sur les conditions de travail et de l'embauche des travailleurs précaires.

**Correspondant LO**

### • Lactalis s'attaque à Parmalat

# Une guerre du lait financée par les petits producteurs et les salariés des trusts laitiers

**Au moment où Sarkozy allait rendre une petite visite à son alter ego Berlusconi, on apprenait que le groupe français Lactalis lançait une offre publique d'achat (OPA) de 3,3 milliards d'euros contre le groupe italien Parmalat.**

Le groupe Lactalis est un groupe familial né en 1933 ; il s'appelait alors la Société des camemberts Besnier. Il est devenu Lactalis en 1999. Entre-temps, il a lancé en 1968 les fromages Président puis le lait Lactel en 1985, racheté Bridel et Lanquetot en 1990, le roquefort Société et la feta Salakis en 1992. En 2006, il s'est emparé d'une entreprise italienne spécialisée dans la mozzarella (Galbani) et a établi un partenariat avec Nestlé dans les produits laitiers frais (La Laitière).

La presse boursière explique

que le maître d'œuvre de cette politique conquérante est l'héritier du groupe, Emmanuel Besnier, à sa tête depuis onze ans. Un homme qui ne parle pas à la presse et est concentré sur l'élargissement de son empire, dont il veut faire le « premier acteur mondial dans

le lait ». La famille Besnier contrôle à 100 % l'entreprise et utilise ses profits pour arrondir son empire.

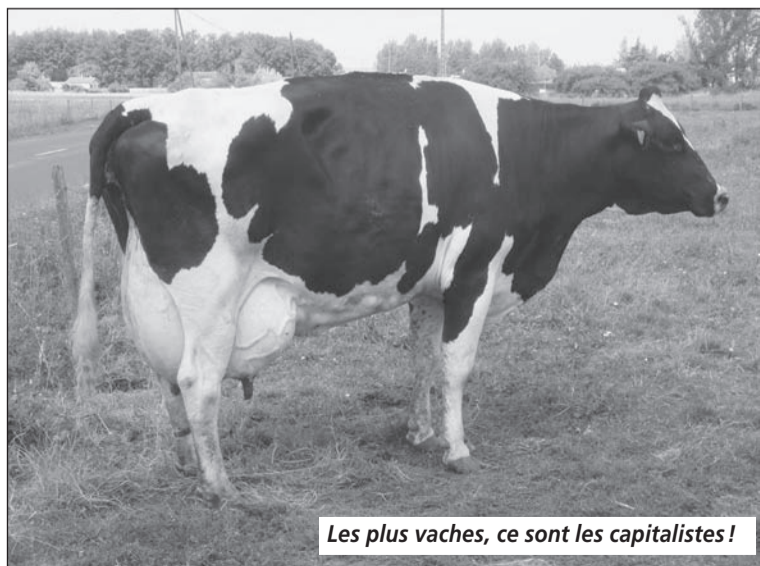
Le succès éventuel de cette OPA ferait oublier son échec l'an dernier à racheter Yoplait et lui ouvrirait des marchés

en Australie, au Canada et en Afrique du Sud, des pays où Parmalat détient le quart du marché. Lactalis atteindrait alors un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros, avec 50 000 employés, à trois milliards seulement des résultats de son concurrent Danone.

Les succès de la famille Besnier dans la guerre du lait excitent les spéculateurs en quête d'actions qui rapportent gros, mais ne sourient pas aux petits producteurs de lait, qui fournissent les munitions de cette guerre économique. Il y a moins d'un an leur colère était telle qu'ils dénonçaient un prix d'achat du lait qui ne leur permettait pas de vivre décemment et acculait certains d'entre eux à la faillite.

Il y a effectivement de quoi bouillir !

**Jacques FONTENOY**



Les plus vaches, ce sont les capitalistes !

# La Fête de Lutte Ouvrière

## Samedi 11, dimanche 12 et lundi 13 juin à Presles (Val-d'Oise)

Dans cinq semaines, samedi 11 juin, commencera la Fête de Lutte Ouvrière, qui se poursuivra jusqu'au lundi 13 juin. Dès à présent, les cartes d'entrée – à prix réduit – sont à la disposition de tous. Nos camarades et amis s'activent pour que cette Fête, ce grand rassemblement populaire sous le signe de la fraternité et des idées communistes, soit cette année encore une réussite.

Nous souhaitons que ce long week-end soit le plus riche possible. Entre les débats, les spectacles, les séances de cinéma, les conférences scientifiques, les expositions, les jeux, les meetings, le temps nécessaire à se restaurer, les trois jours ne seront pas suffisants pour profiter de tout.

Nous avons déjà donné les semaines précédentes quelques éléments du programme: le Carrousel de la connaissance dont le spectacle audiovisuel est consacré à l'épopée de l'énergie, l'Arboretum, avec une nouvelle visite guidée par des poèmes consacrés à l'arbre, l'exposition des photographies de Gérald Bloncourt sur le monde ouvrier, les films avec, en plus de la liste déjà annoncée, *We want sex equality*, de Nigel Cole...

Et chaque semaine nous compléterons ce copieux programme avec les nouveautés sur les artistes, les conférences et débats, les animations et les multiples activités qui ne manqueront pas d'arriver.



### Au programme du Grand Podium

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la présence de:

#### VOLO



#### nouvelle chanson française

Les deux frères Volo – issus du groupe des Wiggles – en alternant chansons intimistes et coups de gueule, humour et tendresse, se font en musique les peintres du quotidien. Dans la lignée de Brassens, le groupe pointe les maux de notre époque.

#### KARPATT

#### chanson festive

De la chanson française à textes, empreinte de jazz manouche à l'énergie contagieuse. L'école de la rue, la gouaille parigote, les bistrotts de la rue de Bagnolet, les marchés du Midi, autant de scènes où ils ont semé leurs chansons et fait leurs armes.

#### DOBET GNAHORE

#### musique africaine métissée

Chanteuse et musicienne ivoirienne qui rend hommage à toutes celles qui, en Afrique, lancent une mélodie pour accompagner les tâches

quotidiennes ou pour chanter leurs amours, leurs souffrances, leurs enfants, l'exil.

#### MILTEAU SOUL CONVERSATION



#### blues soul music

Un sextet qui fait la part belle à la folk-soul avec deux chanteurs afro-américains, Michael ROBINSON et Ron SMYTH, qui accompagnent l'harmoniciste de renom Jean-Jacques MILTEAU.

#### LA CANAILLE

#### hip-hop rock

La Canaille (dont le nom évoque un chant d'ouvriers de la Commune de Paris) développe des textes contestataires et rebelles sur une musique hybride entre rock, rap et hip-hop.

#### LA COMPAGNIE JOLIE MÔME

#### «Paroles de mutins»

C'est une troupe bien connue (et appréciée) des habitués de la Fête. Qui joue beaucoup ses propres pièces ou un répertoire hérité de Brecht, Prévert... Qui chante souvent, sur les scènes comme dans la



rue. Qui lutte aussi, pour ses droits ou en soutien aux autres travailleurs. Qui fait vivre un théâtre, La Belle Étoile, à Saint-Denis. Cette année, la Compagnie présentera un nouveau récital de chansons de lutte.

#### MÉMO

#### chanson engageante

Mémo dénonce l'hypocrisie, l'irrespect et l'injustice sociale, ses interprétations entre humour et colère sont pleines de conviction communicative.

#### CHLOE LACAN



Cette jeune chanteuse, accordéoniste et comédienne, après avoir fait partie de La Crevette d'Acier puis des Femmes à Bretelles avec des membres des Blérôts de Ravel, Joyeux Urbains, Uzetaglote... se produit ici en solo. Elle s'y raconte tout en fantaisie à travers ses textes et ceux des autres.

#### LA FANFARE EN PÉTARD

Hip-hop, ragga, jazz, dub, électro, c'est une fanfare atypique, joyeuse et enragée, qui viendra animer deux scènes de notre Fête.



### Cité des sciences

Des scientifiques seront présents et animeront des forums. Parmi eux:

- **Jean-Pol TASSIN**, neurobiologiste, professeur à l'Université Paris 5: «*Pensées, sentiments, émotions: tout n'est-il que neurones et chimie dans le cerveau?*»

- **Cédric VILLANI**, chercheur en mathématiques, directeur de l'Institut Poincaré (médaillé Fields 2010): «*Les maths: pourquoi, comment?*»

- **Jacques DELABROUILLE**, astrophysicien, directeur de recherches au CNRS, laboratoire Astro Particule et Cosmologie: «*Big bang: en quoi la mission spatiale Planck permet-elle de mieux connaître l'histoire de l'univers?*»

- **Patrick DE WEVER**, géologue et paléobiologiste, chercheur au CNRS, professeur au Muséum national d'histoire naturelle: «*La biodiversité au cours de l'histoire de la Terre: hier et aujourd'hui*».

- **Agnès GUILLOT**, maître de conférences en psychophysologie à l'Université Paris-X Nanterre, auteur d'un livre portant ce titre: «*La bionique: quand la science imite la nature*».

- **Marc PESCHANSKI**, chercheur Inserm, directeur de l'Institut des cellules-souches d'Évry: «*Comment s'attaquer aux maladies génétiques avec les cellules-souches?*»

### Commandez vite vos cartes!

Les cartes d'entrée, valables pour les trois jours de la Fête, sont disponibles jusqu'au 8 mai au tarif réduit de 10 euros. Ensuite, elles seront au prix de 12 euros. Sur place, pendant la Fête, elles coûteront 15 euros. Par ailleurs, les bons d'achat d'une valeur de cinq euros, mais vendus quatre euros, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat

soit auprès de nos camarades

soit en écrivant à Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 Paris Cedex 18

Indiquer, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition. Envoi franco.

**Dimanche et lundi Allocution  
de Nathalie Arthaud  
Sur le Grand Podium**

**Tout savoir sur la fête  
Sur le site [fete.lutte.ouvriere.org](http://fete.lutte.ouvriere.org)**

Tous les programmes au fur et à mesure de leur confirmation, artistes, débats, films, conférences scientifiques...

Tous les renseignements pratiques. Pour vous mettre dans l'ambiance, visionnez les vidéos-clips de la fête 2010

### La Fête, en pratique

La Fête ouvrira le samedi 11 juin, à partir de 11 h jusqu'au soir à 23 h, puis non-stop du dimanche matin 9 h jusqu'au lundi soir 20 h

Pour venir à la Fête, le plus commode sera de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Ils

vous déposeront à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que la Fête. La ville de Presles est petite et le stationnement des voitures y est très difficile.

La Fête est également accessible par le train depuis la gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête.